

Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE GISHUBI



Province Gitega

Gitega, Septembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Pages
ABREVIATIONS	
PREFACE	
INTRODUCTION	
CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE.....	1
CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE.....	2
2.1. Découpage administratif.....	2
2.2. Données démographiques.....	3
CHAPITRE III. AGRICULTURE.....	5
3.1. Généralités.....	5
3.2. Situation actuelle des principales cultures.....	6
3.3. Facteurs de production.....	11
3.4. Financement de la production.....	13
3.5. Infrastructures agricoles.....	13
3.6. Commercialisation.....	14
3.7. Intervenants.....	15
3.8. Contraintes, potentialités et actions à mener.....	16
CHAPITRE IV. ELEVAGE.....	17
4.1. Généralités.....	17
4.2. Types d'élevages et effectifs par espèce.....	17
4.3. Système d'élevage.....	25
4.4. Santé animale.....	26
4.5. Commercialisation.....	26
4.6. Infrastructures.....	27
4.7. Intervenants.....	27
4.8. Contraintes, potentialités et actions à mener.....	27
CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE.....	29
5.1. Pêche.....	29
5.2. Pisciculture.....	29

CHAPITRE VI. FORETS.....	30
6.1. Généralités.....	30
6.2. Boisements ou boisements artificiels	30
6.3. Agroforesterie.....	31
6.4. Intervenants.....	31
6.5. Contraintes.....	31
CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT.....	32
7.1. Industrie.....	32
7.2. Artisanat.....	33
CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS.....	36
8.1. Géologie, mines et carrières.....	36
8.2. Matériaux locaux de construction.....	36
CHAPITRE IX. ENERGIE.....	37
CHAPITRE X. COMMERCE ET SERVICES.....	38
10.1. Commerce.....	38
10.2. Les services.....	43
10.2.1. Institutions financières.....	43
10.2.2. Tourisme et hôtellerie.....	44
CHAPITRE XI. ACTION SOCIALE.....	45
11.1. Situation actuelle de l'action sociale.....	45
11.2. Réinsertion, Réintégration et Réhabilitation.....	48
11.3. Habitat.....	50
CHAPITRE XII. SANTE.....	52
12.1. Situation sanitaire en 2005.....	52
12.2. Situation sur le VIH/SIDA.....	53
12.3. Médecine préventive (données sur la vaccination.....	53
12.4. Médecine traditionnelle.....	54
12.5. Intervenants.....	54
12.6. Principales contraintes, potentialités et perspectives.....	54
12.7. Approvisionnement en eau.....	55

CHAPITRE XIII. EDUCATION.....	50
13.1. L'enseignement formel.....	50
13.1.1. L'enseignement primaire.....	50
13.1.2. L'enseignement secondaire.....	52
13.2. L'enseignement informel.....	52
13.2.1. Les écoles Yagamukama.....	52
13.2.2. Les centres d'alphabétisation.....	53
13.2.3. Les écoles des métiers.....	53
13.3. Principales contraintes, potentialités et perspectives.....	53
CHAPITRE XIV. JEUNESSE ET SPORT.....	54
14.1. Situation de la jeunesse.....	54
14.2. Sport.....	54
14.3. Patrimoine culturel.....	55
14.4. Principales contraintes, contraintes et actions à mener.....	56
CHAPITRE XV. JUSTICE.....	58
CHAPITRE XVI. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT.....	59
16.1. Facteurs favorables au développement.....	59
16.2. Contraintes au développement.....	60
16.3. Stratégies et actions à développer.....	61
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	73
BIBLIOGRAPHIE.....	76
ANNEXES	

I. LISTE DES ABREVIATIONS

AEP	: Adduction d'Eau Potable
APRS	: Appui au Programme Burundais de Réintégration des Sinistrés
ARV	: Anti- Rétroviraux
ASF	: Avocats Sans Frontières
B.V	: Bassins Versants
CDF	: Centre de Développement Familial
CICR	: Comité International de la Croix Rouge
CMD	: Cassava Mosaic Desaease
COCOLS	: Comité Communal de Lutte Contre le SIDA
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit.
CPLS	: Comité Provincial de Lutte Contre le SIDA
CS	: Centre de Santé
DAPA	: Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DGMVA	: Direction Générale de la Mobilisation pour l'auto-développement et la Vulgarisation Agricole
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPE	: Direction Provinciale de l'Enseignement
EP	: Ecole Primaire
EN	: Ecole Normale
EPC	: Equipe de Prise en Charge
FAO	: Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
IO	: Infection Opportuniste
MIPAREC	: Ministère pour la Paix et la Réconciliation
ODAG	: Organisation pour le Développement de l'Archidiocèse de Gitega
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PADCO	: Planning And Development Collaborative International
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PVVS	: Personne Vivant avec le VIH / SIDA
RBP ⁺	: Réseau Burundais des Personnes vivant avec le VIH/SIDA
TPO	: Transcultural Psycho-social Organisation

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune .

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune .

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la commune Gishubi.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ... Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement Communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

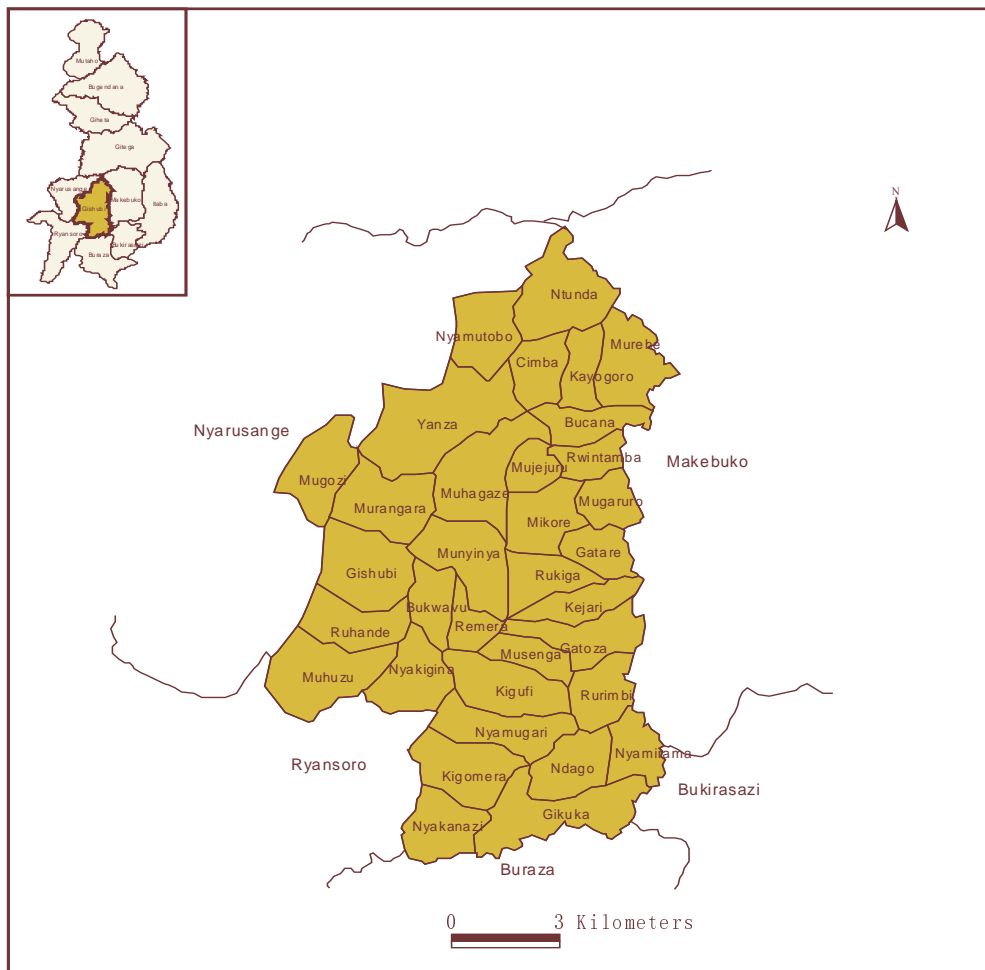
Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE

La commune de Gishubi est située au Sud de la province de Gitega. Elle a une superficie estimée à 165,44 km² soit 8,35 % de la province (1978,96 km²) et 0,59 % du pays (27.834 km²). Elle est délimitée au Nord par la commune Gitega, au Sud par les communes Ryansoro et Buraza et au Sud-Est par la commune Ryansoro, à l'Est par la commune Makebuko et à l'Ouest par la commune de Nyarusange.

La commune de Gishubi est située dans la région naturelle du Kirimiro qui se caractérise par une altitude moyenne d'environ 1600m, une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 1200 mm, les températures moyennes se situant entre 18 et 19°C. Cette commune est située au plateau central avec des pentes relativement fortes ; relief caractéristique de la région du Kirimiro. Les sols sont de fertilité moyenne.

Carte 1.1. : Découpage administratif de la commune



CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

2.1. DECOUPAGE ADMINISTRATIF

La commune de Gishubi est subdivisée en 3 zones et 34 collines.

Tableau 2.1 : Découpage administratif de la commune

Zones administratives	N°	Collines de recensement
Mugaruro	1	Bucana
	2	Gatare
	3	Gatoza
	4	Kejari
	5	Mikore
	6	Mugaruro
	7	Muhagaze
	8	Mujejuru
	9	Rukiga
	10	Rwintamba
Nyabiraba	1	Cimba
	2	Gishubi
	3	Kayogoro
	4	Mugozi
	5	Muhuzu
	6	Murangara
	7	Murehe
	8	Ntunda
	9	Nyamutobo
	10	Ruhande
	11	Yanza
Nyabitanga	1	Bukwavu
	2	Gikuka
	3	Kigomera
	4	Kigufi
	5	Munyinya
	6	Musenga
	7	Ndago
	8	Nyakanazi
	9	Nyakigina
	10	Nyamirama
	11	Nyamugari
	12	Remera
	13	Rukimbi
Total	34	

Source : Administration communale/2006

2.2. DONNEES DEMOGRAPHIQUES

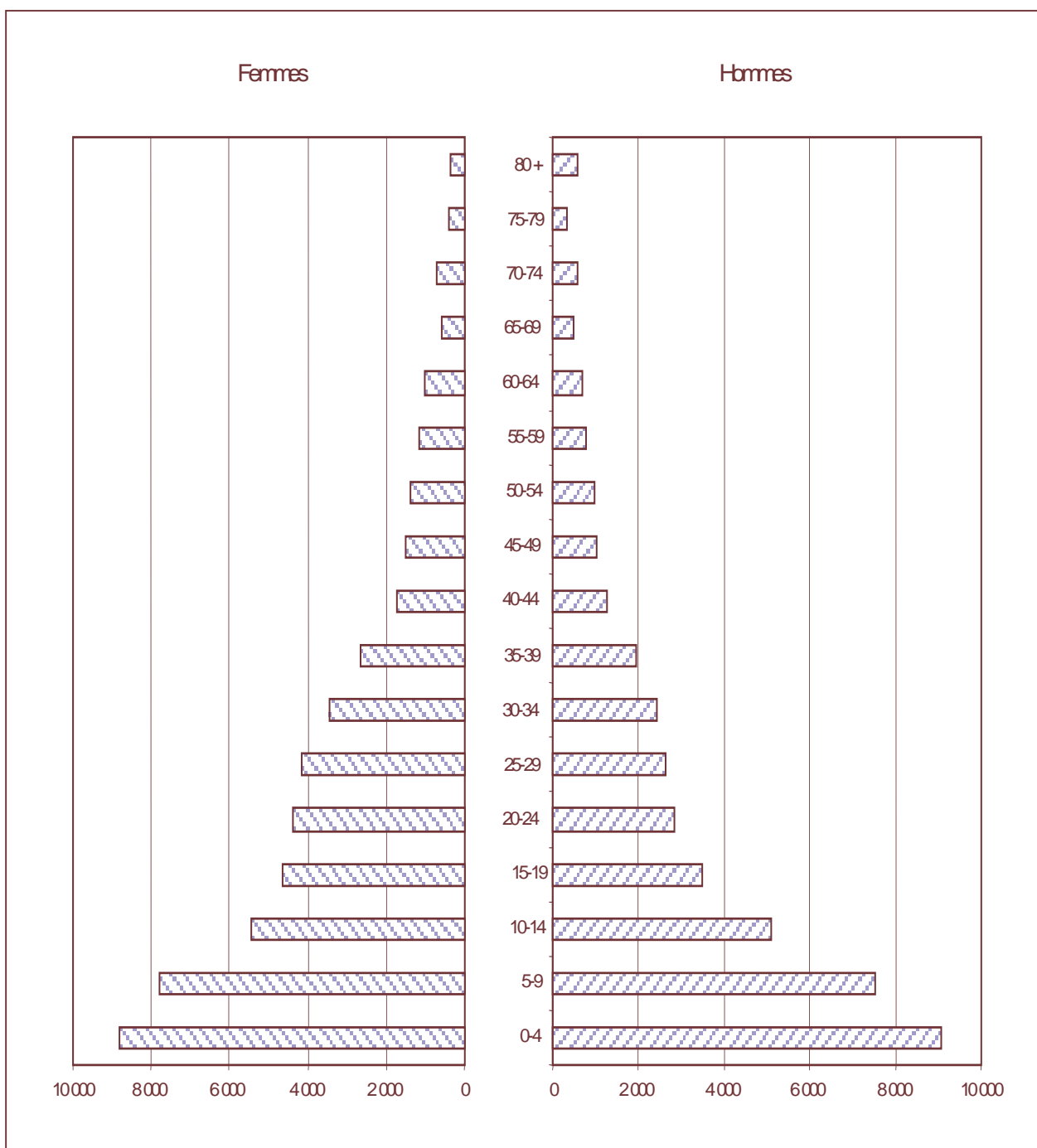
Tableau 2.2. : Population de la commune Gishubi par groupes d'âges

Groupes d'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	9 072	8 799	17 871
5-9	7 522	7 771	15 293
10-14	5 100	5 457	10 557
15-19	3 500	4 651	8 151
20-24	2 816	4 374	7 190
25-29	2 644	4 150	6 794
30-34	2 418	3 462	5 880
35-39	1 925	2 669	4 594
40-44	1 251	1 747	2 998
45-49	1 027	1 497	2 524
50-54	975	1 368	2 343
55-59	775	1 170	1 945
60-64	697	1 018	1 715
65-69	496	578	1 074
70-74	564	702	1 266
75-79	336	413	749
80 +	576	340	916
Total	41 694	50 166	91 860

Source : MININTER/UPP/Mars 2006

N.B : La projection a été faite sur base des données du recensement de la population de Gishubi avant le découpage de cette dernière en 2 communes Gishubi et Nyarusange en 1998.

Graphique 2.1. : Pyramide des âges de la population en 2005



CHAPITRE III. AGRICULTURE

3.1. GENERALITES

La commune de Gishubi s'étend sur toute sa superficie à la région naturelle du Kirimiro. En effet, ses sols, sa population, son hydrographie et sa diversité climatique lui confèrent un cadre favorable à une agriculture intensive et diversifiée.

L'agriculture occupe plus de 90 % de la population qui s'adonne principalement à la production des cultures vivrières et industrielles (café) et dans une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans les autres communes du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie (une moyenne de 40 ares/exploitation) et se distingue par l'usage d'un outillage rudimentaire, l'utilisation de la main d'œuvre familiale et une production destinée avant tout à l'autoconsommation et le surplus au marché.

L'approvisionnement en semences et engrais semble poser de sérieux problèmes de disponibilité.

Pour l'engrais, une certaine spéculation est notée sur les prix, de même que des fraudes sur la fiabilité. Malgré le fait spéculatif, il convient de souligner la forte implication des privés dans la commercialisation des engrais. Le mode de culture prédominant est l'association des cultures, à l'exception de la pomme de terre qui est exploitée en monoculture par la plupart des ménages agricoles.

La commune connaît trois saisons culturales à savoir :

1. Saison A qui va de septembre à février avec comme cultures principale le maïs. Toutefois d'autres cultures sont aussi adoptées mais dans de faibles proportions.
2. Saison B qui va de février à juillet avec le haricot comme culture principale associée à la patate douce et au manioc.
3. Saison C en marais de mai à décembre : maïs, haricot, patate douce, pomme de terre.

Certaines cultures telles que le manioc, la patate douce, la banane, sont cultivées au cours de toute l'année. L'agriculture repose essentiellement sur les travaux des femmes, l'homme n'intervient que pour les cultures de rente, l'élevage et la production de la bière de banane. Les femmes sont responsables des activités ménagères telles que le ravitaillement en eau potable, la recherche du bois, la préparation culinaire, les soins maternels, la commercialisation des produits, la gestion de la maison...

Le régime foncier pratiqué dans la commune Gishubi comme ailleurs dans le pays est de type coutumier reconnaissant des droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

3.2. SITUATION ACTUELLE DES PRINCIPALES CULTURES

3.2.1. Cultures vivrières

Les cultures vivrières produites dans la commune Gishubi sont la banane, la patate douce, le manioc, la pomme de terre, le haricot, le maïs, l'arachide, la courge, la colocase, le sorgho et le petit pois.

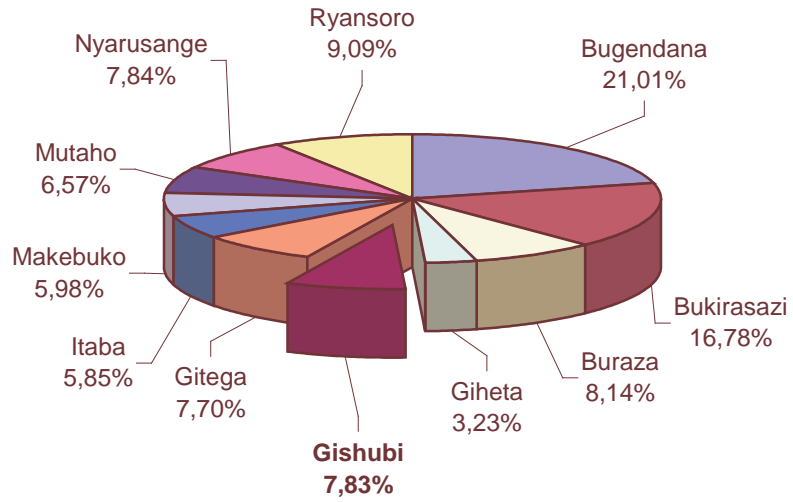
De toutes les cultures, les 6 premières sont considérés comme principales compte tenu de l'importance de leurs productions et de leurs destinations (consommation, commercialisation).

Tableau 3.1. : Productions moyennes des cultures vivrières par commune (2001-2005) en tonnes

Communes	Banane	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Total moyenne commune
Bugendana	18.262	8.471	8.957	49.922	84.073	12.863	182.548
Bukirasazi	29.715	2.249	10.159	23.724	77.303	2.651	145.801
Buraza	10.646	2.955	5.662	12.993	27.503	10.970	70.729
Giheta	4.846	1.511	845	10.407	10.368	51	28.028
Gishubi	38.646	1.335	1.209	22.949	3.603	288	68.030
Gitega	29.521	2.244	1.820	20.229	11.854	1.259	66.927
Itaba	8.787	1.817	1.769	18.756	17.558	2.127	50.814
Makebuko	9.325	1.840	2.107	8.368	29.911	410	51.961
Mutaho	40.312	1.027	1.113	6.749	6.036	1.824	57.061
Nyarusange	48.550	2.347	1.709	3.057	12.174	328	68.165
Ryansoro	37.147	3.219	4.110	400	33.850	278	79.004
Province	275.757	29.015	39.460	177.554	314.233	33.049	869.068
Proportion %	31,73	3,34	4,54	20,43	36,16	3,80	
Classement	2^{ème}	6^{ème}	4^{ème}	3^{ème}	1^{er}	5^{ème}	

Source : DPAE Gitega

Graphique 3.1. : Production moyenne des cultures vivrières par commune



Graphique 3.2. : Production des cultures vivrières dans Gishubi

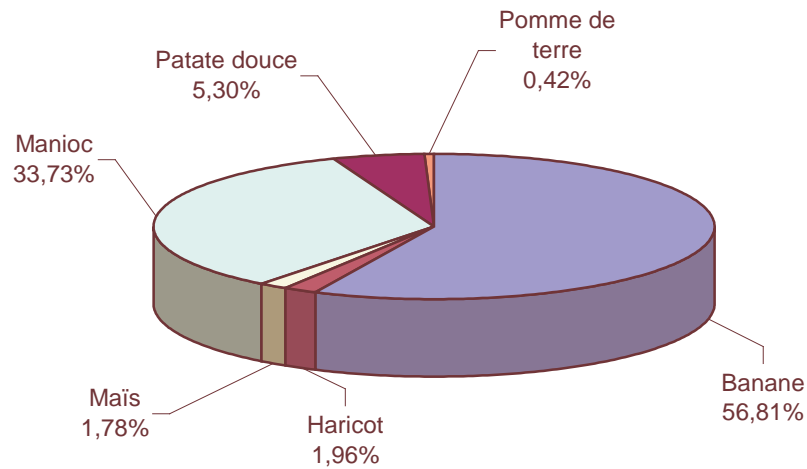
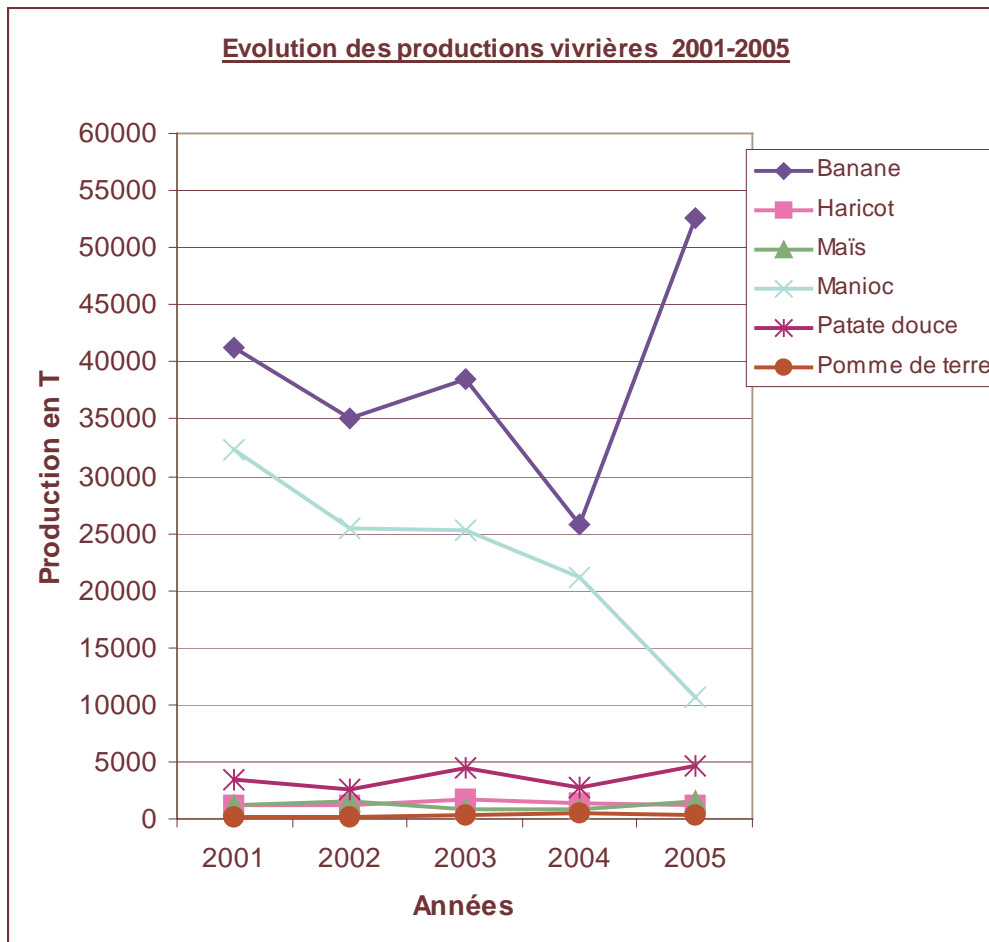


Tableau 3.2. : Evolution de la production vivrières en commune Gishubi (2001-2005)
en tonnes

Culture	2001	2002	2003	2004	2005	Total	Prod. moy.	Prop. %	Classement
Banane	41200	35120	38500	25800	52610	193230	38646	56,81	1er
Haricot	1205	1230	1800	1300	1140	6675	1335	1,96	4ème
Maïs	1200	1500	850	890	1605	6045	1209	1,78	5ème
Manioc	32400	25400	25200	21120	10625	114745	22949	33,73	2ème
Patate douce	3500	2500	4500	2800	4715	18015	3603	5,30	3ème
Pomme de terre	201	220	300	450	269	1440	288	0,42	6ème
Total	79706	65970	71150	52360	70964	340150	68030	100,00	

Source : DPAE Gitega/2005



a) Banane.

Elle constitue également un aliment de base et est cultivée sur toute l'étendue de la commune et de la province. Sont réunies dans ce vocable toutes les variétés des bananes : banane à fruit féculent, banane à bière et banane de table.

En effet, la banane à fruit féculent ou igisahira est consommée bouillie, grillée ou sous forme de frites ; la banane à bière, récoltée avant maturité ensuite soumise à l'ensilage pour la fabrication de la bière locale appelée « isongo » ou « urwarwa » ; la banane douce consommée comme dessert, comprenant des sous variétés dont la banane naine, communément dénommée « akamaramasenge », une autre grande « ingurube ».

La commune de Gishubi vient **en troisième** position avec une production moyenne annuelle de 38.646 tonnes soit 14,01 % après Nyarusange (17,61 %) et Mutaho(14,62%) dans la production de la banane au niveau provincial. La banane occupe **la première** place par rapport aux principales cultures vivrières de la commune.

La maladie qui attaque la banane est la filariose ou la maladie de Panama.

b) Manioc.

De part ses productions et consommations, le manioc constitue la deuxième culture vivrière importante de la commune. Le manioc amer se consomme sous forme de tubercules cuites ou de la farine pétrie appelée « ubugari », le manioc doux sous forme des tubercules cuites sous la cendre voire crues. Les feuilles du manioc (isombe) sont utilisées surtout par les populations des centres et constituent un légume très apprécié.

Le manioc est souvent planté en association avec d'autres cultures comme le haricot, le maïs, l'arachide... Actuellement, cette culture a été fortement attaquée par une maladie dénommée Cassava Mosaic Disease (CMD) ou mosaïque du manioc, une maladie virale qui attaque les feuilles en perturbant le processus de la photosynthèse.

La commune de Gishubi vient **en troisième** position avec une production moyenne annuelle de 22.949 tonnes soit 12,9 % après Bugendana (28,1 %) et Bukirasazi (13,4%) dans la production du manioc au niveau provincial. Le manioc occupe **la deuxième** place par rapport aux principales cultures vivrières de la commune.

c) Patate douce.

Elle est complétée parmi les aliments de base pour la population de Gishubi. La patate douce est cultivée dans toutes les collines. Cette culture est peu exigeante au point de vue du climat, du sol et de l'entretien. Elle est appréciée par les agriculteurs pour la facilité de sa culture et la durée relativement courte de son cycle végétatif. Les patates douces sont bouillies avec le haricot cuites sous la cendre et même parfois grignotées crues.

La commune de Gishubi vient **en onzième et dernière** position avec une production moyenne annuelle de 3.603 tonnes soit 1,1 % après Mutaho (1,9 %) et Giheta (3,3%) dans la production de la patate douce au niveau provincial. La patate douce occupe **la troisième** place par rapport aux principales cultures vivrières de la commune.

d) Haricot.

Cette légumineuse peut être considérée comme l'aliment de base du pays. Il est utilisé dans la quasi-totalité des ménages comme source de protéines. Il est toujours accompagné avec le manioc, la patate douce, la banane, la pomme de terre et parfois avec le riz.

La commune de Gishubi vient **en dixième** position avec une production moyenne annuelle de 1.335 tonnes soit 4,6 % après Giheta (5,2 %) et Itaba(6,3%) dans la production du haricot au niveau provincial. Le haricot occupe **la quatrième** place par rapport aux principales cultures vivrières de la commune.

e) Maïs.

La culture de maïs n'est pas fortement développé dans la commune et intervient faiblement dans le régime alimentaire de la population. Il est souvent cultivé dans les bas-fonds en association avec le manioc, le haricot, ou l'arachide. Il est consommé sous forme de fruit, épis frais bouilli ou grillé. On l'utilise également comme matière première dans la fabrication de la liqueur appelée « Kanyanga ».

La commune de Gishubi vient **en neuvième** position avec une production moyenne annuelle de 1.209 tonnes soit 3,1 % après Itaba (4,5 %) et Nyarusange(4,3%) dans la production du maïs au niveau provincial. Le maïs occupe **la cinquième** place par rapport aux principales cultures vivrières de la commune.

f) Pomme de terre.

La pomme de terre est une culture de rente pour laquelle des possibilités d'extension existent au regard de la densité de la population. Elle est cultivée dans toute la commune et souvent en monoculture.

La commune de Gishubi vient **en neuvième** position avec une production moyenne annuelle de 288 tonnes soit 0,9 % après Makebuko (1,2 %) et Nyarusange (1,0%) dans la production de la pomme de terre au niveau provincial. La pomme de terre occupe **la sixième** place par rapport aux principales cultures vivrières de la commune.

La principale maladie qui l'attaque est le Mildiou.

3.2.2. Cultures industrielles

La seule culture industrielle rencontrée dans la Commune est le caféier. Le caféier est cultivé dans toutes les collines de la commune. Les caféiculteurs sont encadrés par la DPAE et la SOGESTAL Kirimiro.

C'est une culture qui connaît actuellement de multiples contraintes dont les principales sont :

- contraintes biotiques ;
- contraintes climatiques
- contraintes édaphiques
- contraintes techniques

A ces principales contraintes s'ajoute la non motivation des caféiculteurs qui jugent le prix au kilo de cerises moins rémunérateur par rapport à d'autres spéculations agricoles et qui les poussent à l'abandon progressif de cette culture au profit des cultures vivrières.

Tableau 3.3. : Importance des plantations dans la commune.

1999-2000	2000-2001	2001- 2002	Moyenne	%	Classement
1.356.346	1.356.346	1.356.346	1.346.346	6,52	9ème
20.528.585	20.696.157	20.696.157	20.640.300	100	

Source : SOGESTAL - KIRIMIRO

3.2.3. Cultures maraîchères

Les cultures maraîchères rencontrées dans la commune sont les amarantes (Lenga-Lenga), les choux, les tomates, les oignons, les aubergines, les carottes, poireaux.

Actuellement, on assiste à une diffusion des semences importées par la FAO ou les ONGs qui les distribuent ou par des importateurs privés qui les mettent sur les marchés locaux.

3.2.4. Cultures fruitières

L'avocatier occupe une place de choix. Quelques plants de manguiers, papayers, orangers et citronniers peuvent être observés.

3.3. FACTEURS DE PRODUCTION

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financement...)

3.3.1. Disponibilité des terres.

La densité moyenne de la commune est estimée à 319 habitants au km². La densité toujours croissante, entraîne un morcellement trop inquiétant des terres agricoles rendant ainsi la superficie de l'exploitation faible ; autour de 0,40 Ha. Les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

Tableau 3.4 : Situation des marais de la commune Gishubi (2005).

Nom du marais	Superficie en ha	Superficie exploitée en ha	Nom du bassin versant
Kanyangwa	220	198	Ruvyironza
Muhororo	20	19	Ruvyironza
Kabugoza	20	19	Ruvyironza
Nyabigogwe	10	9,8	Ruvyironza
Ruvyironza	110	99	Ruvyironza
Total	380	244,8	

Source : Département de Génie Rural et de la Protection du Patrimoine Foncier à Gitega, 2005

3.3.2. Travail : main d'œuvre

La main d'œuvre utilisée dans l'agriculture est pratiquement familiale et non rémunérée. Environ plus de 90% de la population vit de l'agriculture. La population qui n'a pas de lopins de terre à cultiver vend sa force de travail pour survivre. Avec la très forte pression démographique, avec de terres trop morcelées, la commune est confrontée à l'exode rural.

3.3.3. Intrants agricoles.

Les intrants couramment utilisés sont : les semences et boutures, les fertilisants, les produits phytosanitaires et les équipements ou matériel agricole.

3.3.3.1. Semences et boutures.

Les besoins en semences et boutures améliorées de la commune demeurent toujours insatisfaits. Les semences et boutures améliorées font défaut et les agriculteurs recourent aux semences tout venant et souvent dégénérées provenant pour la plupart des variétés locales obtenues du prélèvement sur les récoltes de l'année. Les principales semences concernent les cultures vivrières suivants comme le haricot, le maïs, la pomme de terre, les légumes divers. Les boutures concernent plus particulièrement le manioc et la patate douce. La banane se reproduit par rejets. Des variétés améliorées sont diffusées en milieu rural Via les associations\groupements multiplicateurs qui travaillent avec la DPAE et les ONGs. La Commune ne compte aucun semencier.

3.3.3.2. Fertilisants et produits phytosanitaires.

Les agriculteurs de la commune utilisent couramment des engrais chimiques et des produits phytosanitaires. Ces engrais et produits phytosanitaires s'achètent au comptant auprès des commerçants privés.

La FAO et les ONGs les distribuent parfois à leurs partenaires, en l'occurrence les associations, à titre gratuit.

3.3.3.3. Equipements et matériels agricoles.

La totalité des exploitants agricoles de la commune utilisent la houe et s'adonnent en général aux labours et sarclage manuels.

La non disponibilité et le coût élevé d'acquisition des outils constituent les contraintes majeures pour les agriculteurs tandis que les traditions sociales et culturelles n'ont qu'une incidence mineure.

3.3.3.4. Encadrement technique (vulgarisation agricole).

Il n'existe qu'un seul agronome communal pour toute la commune ; le corps des assistants et moniteurs agricoles ayant été supprimé comme partout ailleurs dans le pays. L'agronome dispose d'une moto pour parcourir la commune.

3.4. FINANCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE.

L'unique Coopec de la Commune n'accorde pas de crédits aux agriculteurs. L'évaluation du financement formel du secteur agricole indique que les intervenants ci-dessous sont les principales sources de financement de la commune à travers les associations/groupements qu'ils appuient. Il s'agit de la FAO, du PRDMR et des ONGs qui interviennent par des dons ou subventions en semences et autres intrants.

Il s'agit aussi de la SOGESTAL qui accorde aux caféiculteurs différents intrants sous forme de crédits.

3.5. INFRASTRUCTURES AGRICOLES.

3.5.1. Les infrastructures de transformation des produits agricoles.

Une usine de transformation du café est implantée dans la commune. Il existe aussi des unités artisanales de très faibles capacité de production. Elle sont utilisées à des fins essentiellement ménagères tels que la mouture de tubercules en farine, la fabrication des divers vins et bières locaux.

3.5.2. Les infrastructures des stockages et de conservation des produits agricoles.

Suite à l'absence d'infrastructures adéquates de stockage et de conditionnement à travers la commune, une bonne partie de la production est immédiatement vendue après la

récolte. Le conditionnement pour la conservation se fait généralement de façon rudimentaire par séchage à l'air libre ou au soleil.

Quant au stockage, les produits sont gardés différemment selon qu'on est chez un paysan ou chez l'opérateur économique, tout en évitant les attaques des rongeurs.

Tableau 3.5 : Modes de conservation des produits agricoles.

Mode de conservation	Produits
Sac	Haricots graines, arachides grosses et graines, sorgho, maïs graines, petit pois
Air libre	Maïs épis et graines, pomme de terre
Panier	Farine de manioc
Champs	Manioc, patate douce, pomme de terre
Grenier	Maïs, carottes, sorgho épis
Hangar	Arachides grosses, maïs, carottes, pommes de terre
Fût	Arachides graines

Source : DPAE Gitega, 2005

3.6. COMMERCIALISATION.

3.6.1. Organisation de la commercialisation.

Il n'existe pas de règlement sur la commercialisation des produits agricoles dans la commune. Les prix sont libéralisés, il n'y a ni fixation ni contrôle de prix. Les prix sont discutés librement entre les deux parties et sont régis par la loi de l'offre et de la demande.

3.6.2. Les intervenants en matière de la commercialisation.

Les différents intervenants sont :

- Les producteurs ; les agriculteurs ;
- La population qui directement s'approvisionne sur le marché pour la consommation ;
- Les commerçants ambulants qui s'approvisionnent pour la revente ;
- Les grands opérateurs économiques.

Tableau 3.6 : Localisation des principaux marchés de la commune et calendrier

Localité	Jours des marchés
Ntita	Mercredi - Dimanche
Nyabiraba	Jeudi - Dimanche
Gishubi	Mercredi –Jeudi-Dimanche

Source : DPAE Gitega, 2005

Les produits commercialisés sont les vivriers, les légumes, les fruits et les produits agro-industriels.

3.6.3. Unités de mesure.

Les unités de mesure utilisées dépendent aussi bien du type et de l'importance du marché que le volume des produits à commercialiser. Les transactions se font en kg et en litre dans les boutiques.

Dans les petits marchés locaux, on recourt aux mesures consensuelles pour :

- Graines et farine de manioc ; le panier, casseroles
- Huile de palme : bouteille, bidons
- Banane : main, régime
- Légumes : botte en tas
- Tubercules : tas, panier

3.7. INTERVENANTS DANS LE SECTEUR AGRICULTURE

Tableau 3.7: Principaux intervenants dans le secteur agricole.

Intervenants	Date de démarrage	Bénéficiaires cibles	Résultats obtenus	Contraintes rencontrées	Recommandations et solutions
Programme de relance et de développement du monde rural PRDMR\FIDA	2000	Ménages agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Légère augmentation de la disponibilité alimentaire, - Restauration de l'environnement par la protection des bassins versants, - augmentation des revenus des ménages 	L'action de multiplication des semences s'est heurtée aux aléas climatiques	Poursuivre les actions de disponibilisation des intrants aux ménages agricoles
FAO\CAV		Ménages agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Outillage agricole distribué - -Semences de qualité encore en quantité faible - -Ration de protection des semences distribuées 		<ul style="list-style-type: none"> - Dans la distribution de la RPS, tenir compte des habitudes alimentaires des populations assistées - Bien coordonner la distribution - Etendre les actions de multiplication des semences de qualité

Source : DPAE Gitega

3.8 CONTRAINTES ; POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER.

3.8.1. Contraintes

- a) Cultures vivrières.
 - Exiguïté des terres ;
 - Manque de semences de qualité ;
 - Manque d'intrants agricoles ;
 - Encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadaptée, démotivation du personnel) financières et conjoncturelles (insécurité)

- b) Cultures industrielles
 - Maladies des caféiers ;
 - Conjoncture internationale des prix défavorables.

3.8.2. Potentialités.

- Gamme variée de spéculations agricoles ;
- Main d'œuvre abondante et laborieux ;
- Densité de population offrant des espaces de culture ;
- Demande toujours croissante en produits agricoles ;
- Retour de la paix et sécurité avec possibilité de retour des bailleurs de fonds.

3.8.3. Actions à mener.

- Varier les spéculations en orientant la recherche vers les cultures oléagineuses ;
- Réhabiliter les centres semenciers ;
- Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement Commercialisables ;
- Lutter contre l'érosion...

CHAPITRE IV. ELEVAGE

4.1. GENERALITES

La commune Gishubi possède un milieu naturel dont les pâturages naturels abondants pouvant être améliorés, le relief constitué de quelques surfaces planes, ainsi que la vocation traditionnelle font de Gishubi un site favorable au développement de l'élevage. L'élevage dans la commune de Gishubi comme dans les autres communes de la province constitue sans doute une affaire de prestige conférant un certain rang social, car son rôle économique est faible.

Le système d'élevage le plus pratiqué est typiquement traditionnel eu égard à son caractère extensif. Le cheptel de la commune Gishubi est constitué essentiellement de : Bovins, Ovins, Caprins, Porcins et Volailles.

Les vaches, les chèvres, les ovins, sont conduits dans les pâturages sur les montagnes et dans les vallées. Très peu de gens font la stabulation permanente. Les races locales composent l'essentiel du cheptel de la commune. L'élevage de bovins est de type extensif, son alimentation repose essentiellement sur le pâturage naturel ne connaissant aucune amélioration. Les petits ruminants (caprins et ovins) pâturent en troupeaux ou au piquet.

Le cheptel caprin occupe le premier rang en terme de nombre, bien évidemment après la volaille.

4.2. TYPES D'ELEVAGE ET EFFECTIFS PAR ESPECE

Par rapport à la province

En se référant au tableau 4.1 « Situation du cheptel en province de Gitega », la commune Gishubi a enregistré, en 2005, 25.143 têtes d'animaux, soit 8,64% du cheptel de la province.

Ainsi, Gishubi est la **cinquième** commune, après Makebukoko, en terme de l'importance numérique du cheptel.

Elle vient en **huitième** position au niveau de la province en ce qui concerne l'effectif de la volaille avec 4.839 unités, soit 5,50% de toutes les poules de la province. Elle est également **quatrième** en terme d'importance numérique des porcins avec 2.628 têtes, soit 11,49% des porcs de la province.

Quant aux ovins, elle occupe la **deuxième** place avec 4.556 têtes, soit 13,91% des ovins de la province.

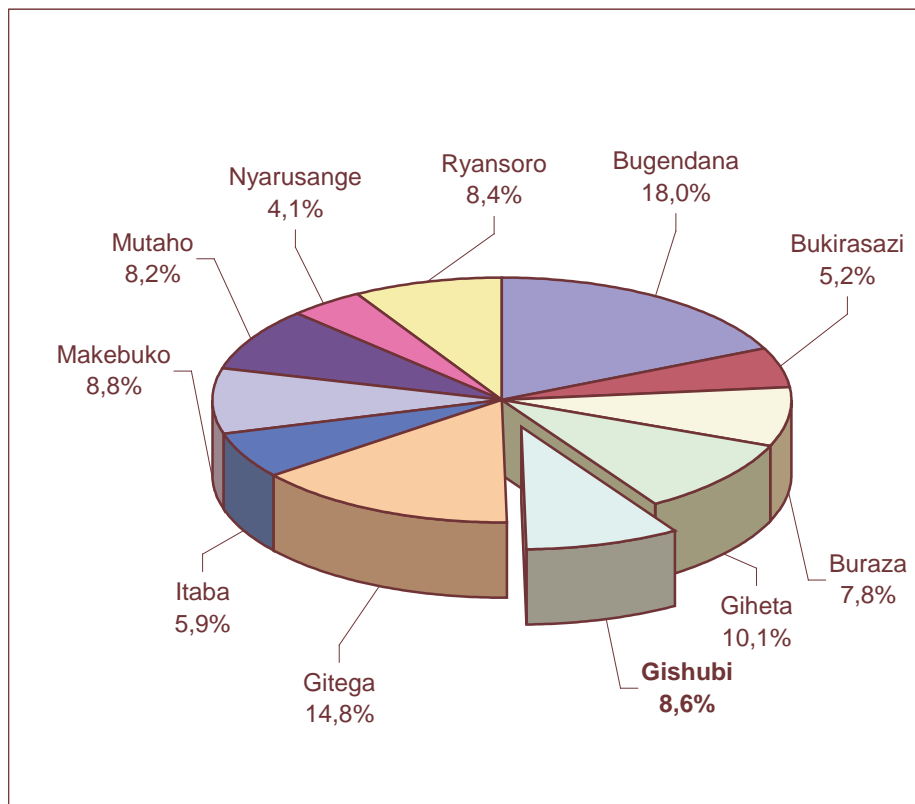
Ses bovins représentent 6,48% des bovins de la province, ce qui lui confère la **cinquième** position en nombre de bovins de la province, après Bugendana qui a 3.088 têtes ce qui correspond à 9,42%.

Tableau 4.1. : Situation du cheptel en province Gitega (2005)/Têtes .

Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Volailles	Total
Bugendana	3.088	3.152	19.708	2.889	23.617	52.454
Bukiransazi	903	1.205	6.676	1.083	5.347	15.214
Buraza	3.703	1.627	6.821	2.168	8.360	22.679
Giheta	1.372	2.859	12.358	2.878	9.880	29.347
Gishubi	2.123	4.556	10.997	2.628	4.839	25.143
Gitega	7.715	4.647	23.873	2.392	4.322	42.949
Itaba	1.073	1.939	8.493	1.431	4.365	17.301
Makebuko	1.408	4.187	13.505	2.462	3.914	25.476
Mutaho	1.417	2.602	3.709	3.709	12.510	23.947
Nyarusange	2.115	2.092	2.115	578	5.166	12.066
Ryansoro	7.847	3.888	6.828	647	5.311	24.521
Total	32.764	32.754	115.083	22.865	87.631	291.097
Pro. En %	11,26	11,25	39,53	7,85	30,10	100
Classement	3^{ème}	4^{ème}	1^{er}	5^{ème}	2^{ème}	

Source : Rapport 2005/DPAE Gitega

Graphique 4.1. : Part de la commune dans l'ensemble du cheptel de la province en 2005



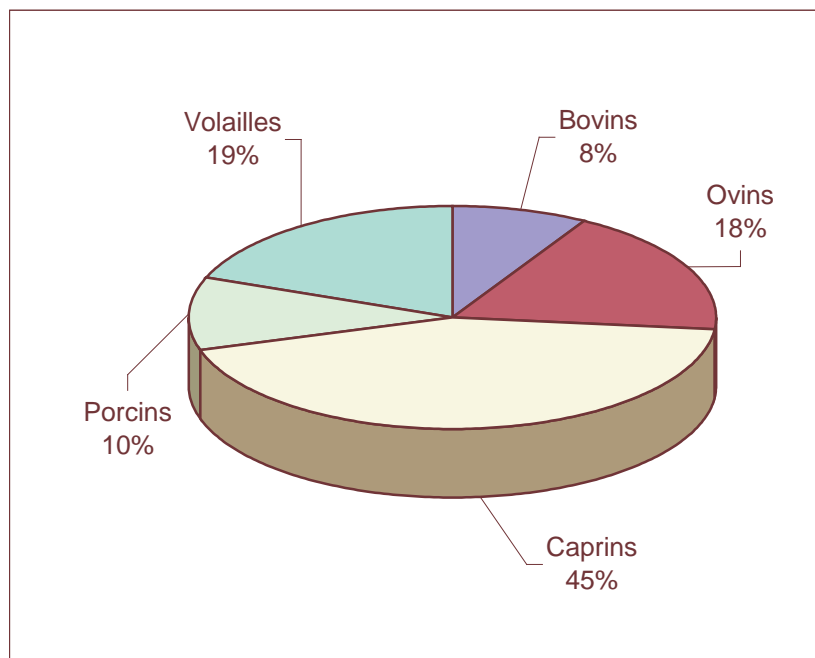
Sur le plan de la commune, l'importance numérique se présente de la manière suivante : **Première** espèce : caprin avec 10.997 têtes soit 44% ; **deuxième** espèce : volaille avec 4.839 têtes soit 19% ; **troisième** espèce : ovins avec 4.556 têtes soit 18% ; **quatrième** espèce : porcins avec 2.628 têtes soit 10% ; **cinquième** espèce : bovins avec 2.123 têtes soit 8%.

Tableau 4.2. : Evolution des espèces animales (2001-2005) en commune Gishubi

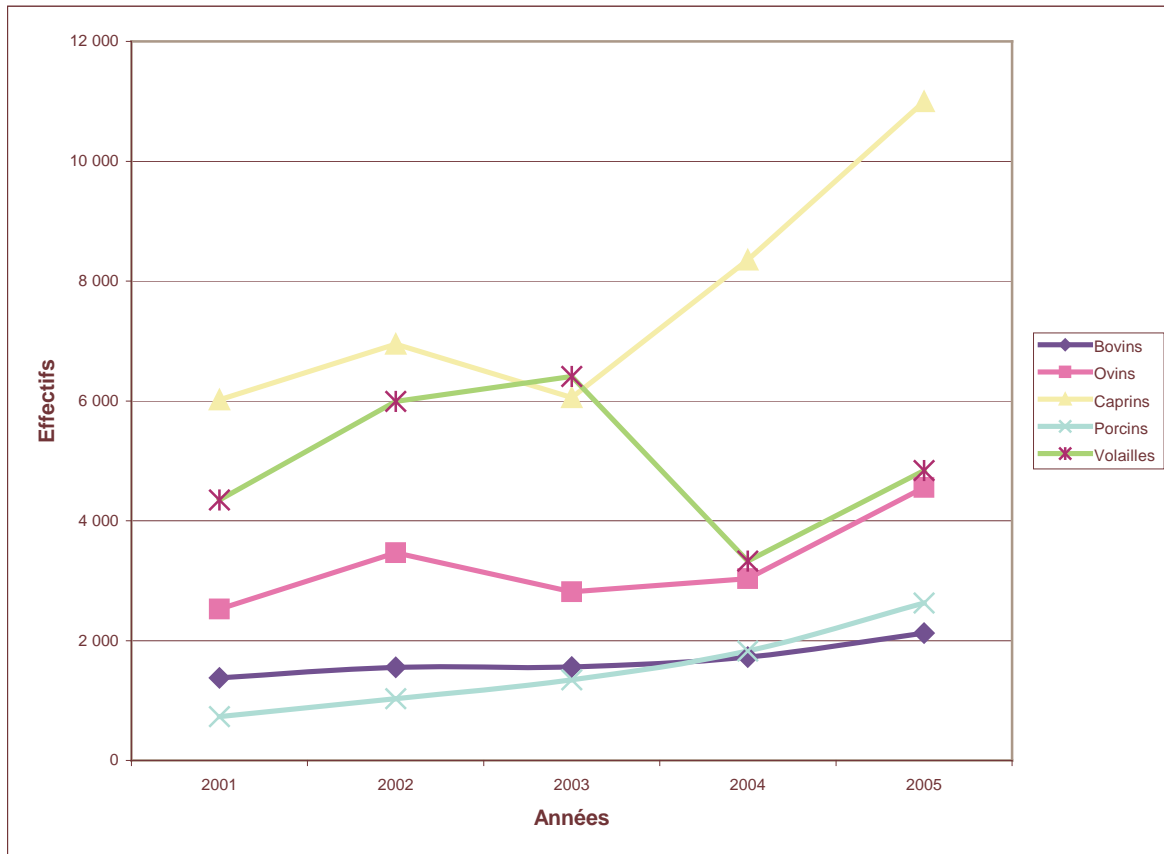
Espèces	2001	2002	2003	2004	2005	Ecart	%
Bovins	1.378	1.552	1.562	1.724	2.123	745	54,06
Ovins	2.524	3.464	2.812	3.035	4.556	2.032	80,51
Caprins	6.021	6.949	6.058	8.350	10.997	4.976	82,64
Porcins	729	1.030	1.346	1.829	2.628	1.899	260,49
Volailles	4.345	5.990	6.406	3.327	4.839	494	11,37
Total	14.997	18.985	18.184	18.265	25.143	10.146	67,65

Source : Rapports annuels 2001-2005/DPAE Gitega

Graphique 4.2. : Répartition du cheptel dans la commune Gishubi en 2005



Graphique 4.3. : Evolution du cheptel de 2001 à 2005

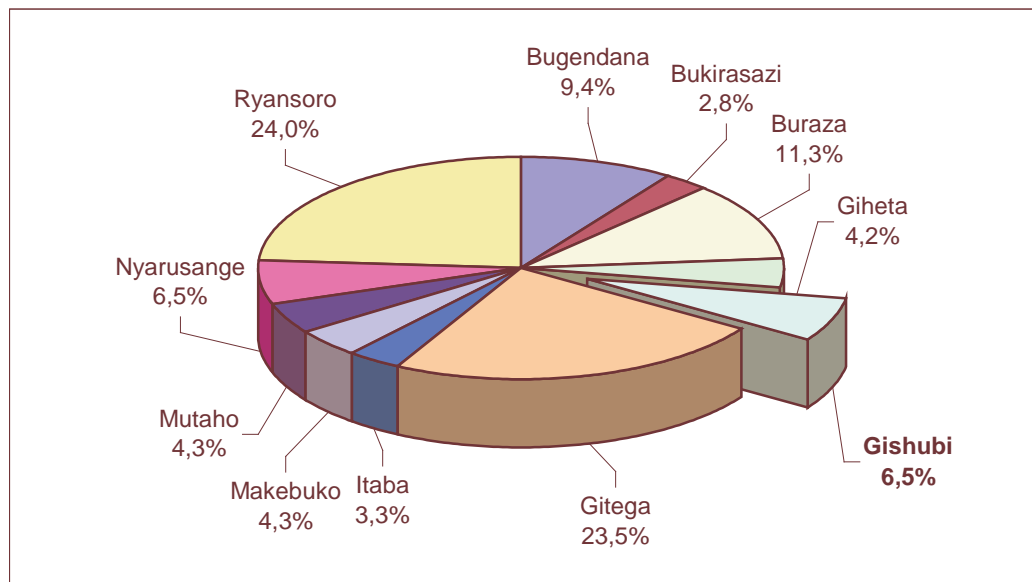


a) Les bovins

Les bovins de la commune Gishubi représentent 6,48% (2.123 têtes) de tous les bovins de la province Gitega. Ce qui place cette commune en **cinquième** position après Bugendana quant au nombre de bovins de la province.

Cinquième et dernière en importance numérique, cette espèce représente 8% du cheptel de la commune.

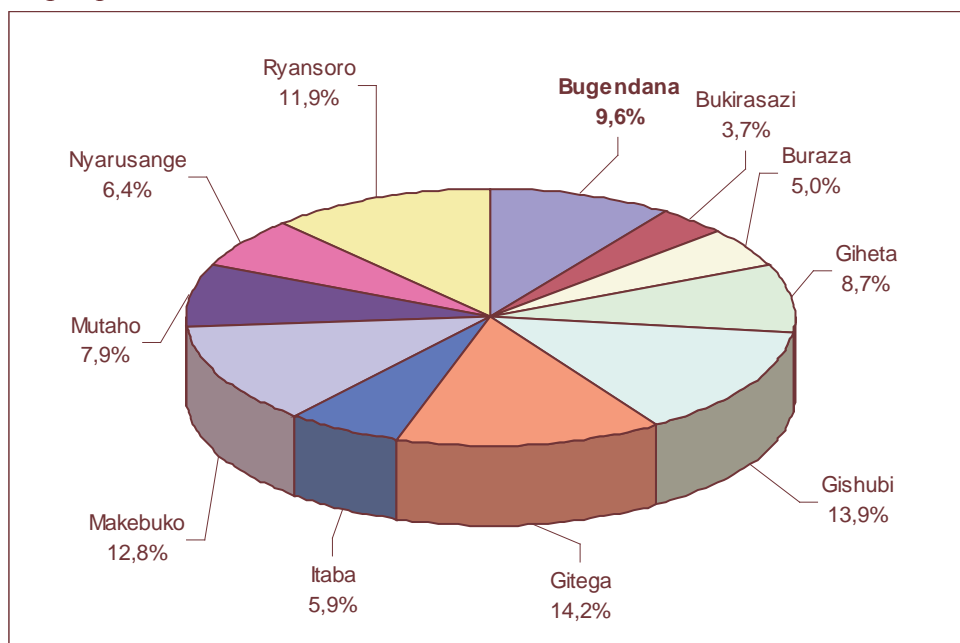
Graphique 4.4. : Part de la commune Gishubi dans l'effectif des bovins de la province



b) Les ovins

Gishubi occupe la **deuxième** place dans la province après Gitega quant à l'importance numérique des moutons avec 4.556 têtes, soit 13 ,91% des moutons de la province. Les ovins représentent 18% du cheptel de la commune avec 4.556 têtes et occupe ainsi la troisième place par rapport au cheptel de la commune.

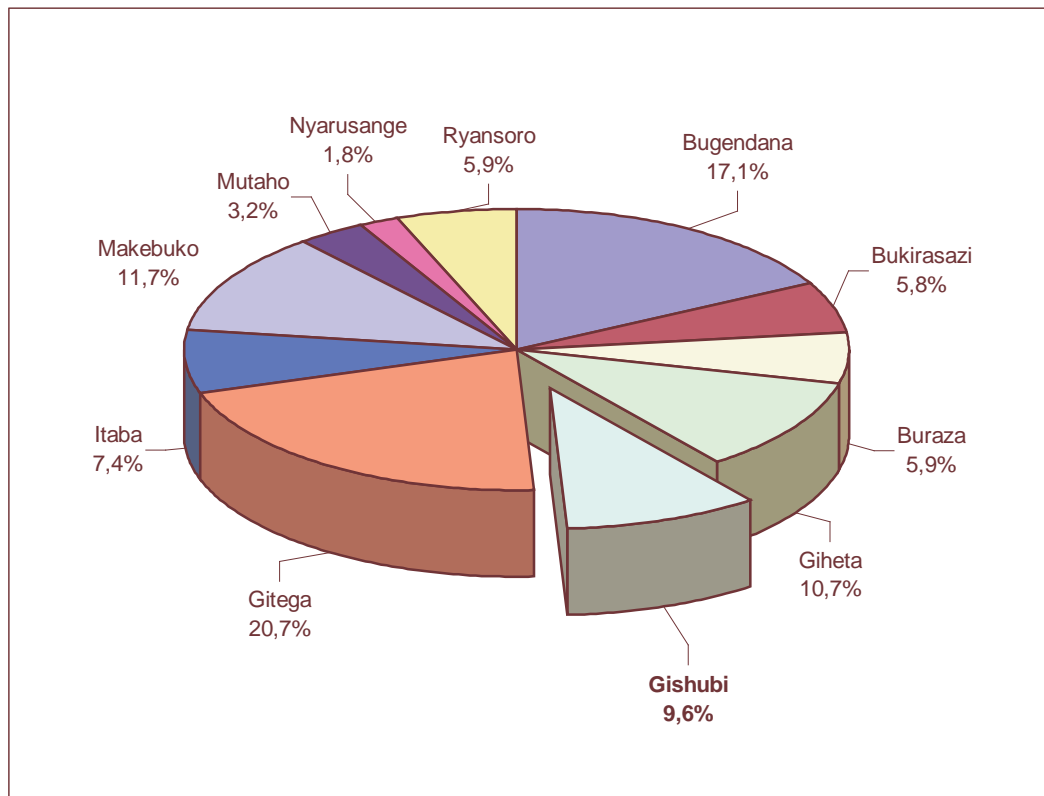
Graphique 4.5. : Part de la commune Gishubi dans l'effectif des ovins de la province



c) Les caprins.

Avec ses effectifs de 10.997 chèvres en 2005, Gishubi est **la cinquième** commune quant à l'importance numérique de toutes les chèvres de la province.

Graphique 4.6. : Part de la commune Gishubi dans l'effectif des caprins de la province



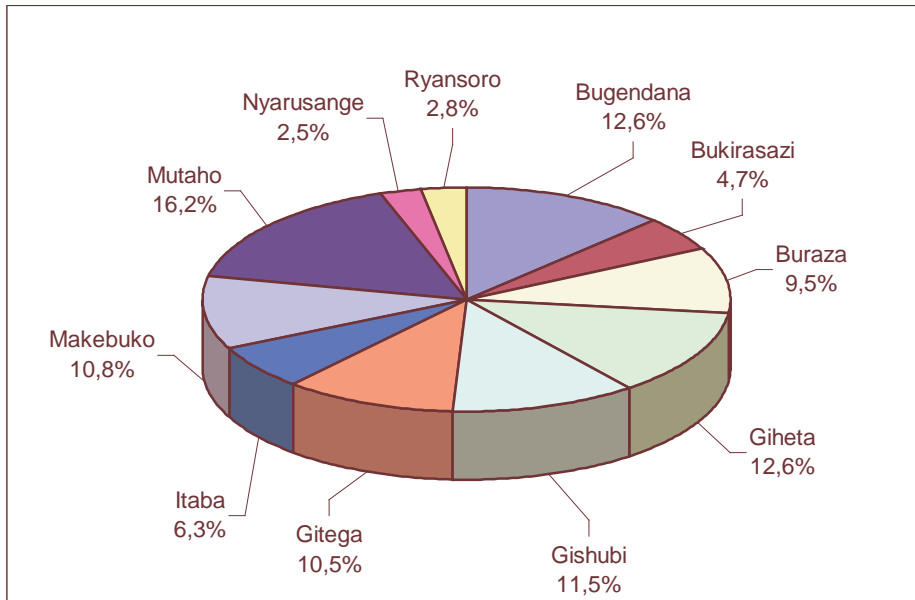
La **première** place quant à l'importance numérique revient aux caprins qui, avec 10.997 têtes représentent 44% du cheptel de la commune.

Malgré la crise politique qui a secoué le pays avec ses effets négatifs (pillages), les caprins se sont toujours bien comportés. Ils s'adaptent mieux aux conditions alimentaires de la commune et résistent à toutes sortes de maladies. Plusieurs structures dont la DPAAE, CDF et l'ACF appuient les éleveurs de caprins en les distribuant dans les collines.

d) Les porcins

Gishubi est la **quatrième** commune avec 11,49% des porcs de la province. Les porcs occupent la **quatrième** place en nombre avec 10% du cheptel de la commune.

Graphique 4.7. : Part de la commune Gishubi dans l'effectif des porcins de la province

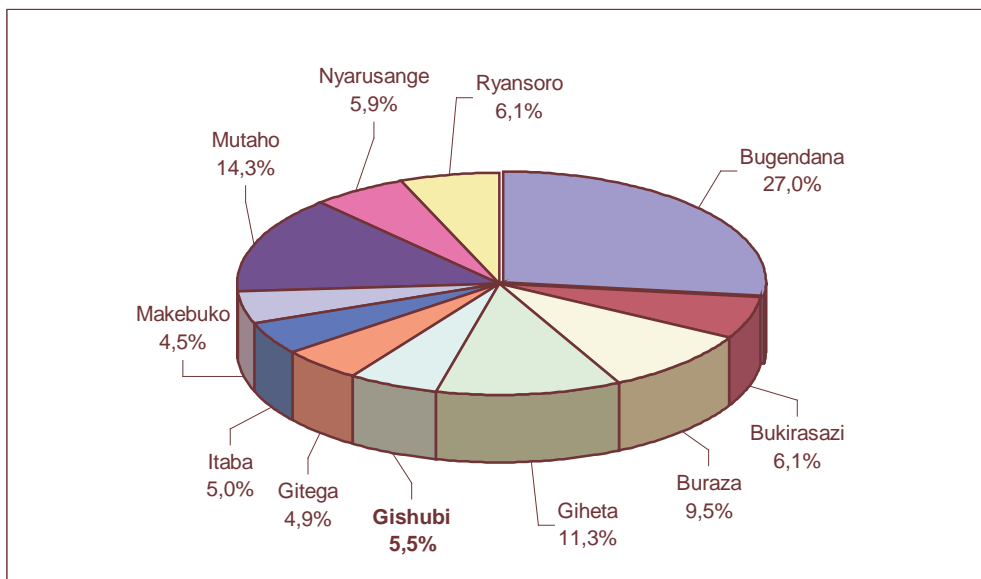


En effet, une forte mortalité des porcs s'est manifestée au cours de ces années de guerre qui ont provoqué le manque d'alimentation et des mauvaises conditions d'entretien auxquelles ces animaux ont difficilement résisté.

e) La volaille

Gishubi est la **huitième** commune en importance numérique de la volaille de la province avec 4.839 soit 5,50%. Cette espèce occupe la **deuxième** place avec 19% du cheptel de la commune.

Graphique 4.8. : Part de la commune Gishubi dans l'effectif des porcins de la province



4.3. SYSTEME D'ELEVAGE

De manière générale, tous les espèces animales ont augmenté grâce à l'appui des intervenants en matière du repeuplement du cheptel et de sécurité alimentaire. Ce sont principalement le PRDMMR/FIDA, FAO et CARE.

a) Elevage des bovins

Elle est constitué principalement des animaux de la race locale et d'une infime partie des races améliorées, l'élevage de bovin est pratiqué par les éleveurs sur des pâturages naturels. Les bovins améliorés plus diffusés par les privés et les services publics concernent particulièrement les types laitiers ; la frisonne et la montbéliard. La frisonne occupe la place la plus importante.

b) Elevage des caprins

Il est prédominant dans toutes les collines de la commune. Ces animaux sont laissés en divagation toute la journée et se nourrissent de la verdure, des écorces, qu'ils rencontrent sur passage et regagnent leurs abris au coucher du soleil. Grâce à l'introduction du système d'élevage en stabulation permanente, certains éleveurs commencent à comprendre que les garder à la chevrerie et les nourrir, a des avantages notamment, l'augmentation du fumier et la diminution des conflits dans le voisinage. La contribution du PRDMMR/FIDA qui a commencé à introduire des boucs de race améliorée dans la commune, a été grande dans la compréhension du système de stabulation permanente.

c) Elevage des Ovins

Selon la tradition burundaise, les ovins sont considérés comme le dieu qui protège les bovins contre la foudre, c'est pourquoi l'élevage des ovins est pratiqué concomitamment avec celui des bovins ; les moutons accompagnent souvent le gros bétail dans les pâturages.

d) Elevage des porcs

Comme partout dans le pays, les porcs sont exploités en système extensif et quelquefois en semi-stabulation où ils sont nourris des sous-produits de l'exploitation agricole, des restes de la cuisine. Ce système est entrain d'être remplacé par le système de stabulation permanente où ils sont nourris par des sous-produits industriels, comme la drèche de la Brasserie pour ceux qui peuvent s'en procurer.

Par rapport aux autres commune, Giheta vient en 3^{ème} position avec 2878 têtes en 2005. Ces effectifs se retrouvent essentiellement dans les congrégations religieuses dont l'élevage est isolé et protégé. La commune de Giheta a été épargnée par l'épizootie de la peste porcine africaine qui a frappé les porcs de la race améliorée dans presque toutes les autres communes de la province Gitega en 2004.

e) Elevage de la volaille

La volaille de la commune Giheta est essentiellement constitué des races locales. Elle est de petite taille et ne donne que quelques dizaines d'œufs par an.

4.4. SANTE ANIMALE

L'état sanitaire du bétail de la commune est caractérisé par la présence des maladies.

4.4.1. Les principales maladies

Pour :

- a) Les bovins : théleriose verminoses ;
- b) Les petits ruminants (caprins et ovins) verminoses ;
- c) Les porcins : verminoses et des fois la peste porcine ;
- d) La volaille : peste aviaire, verminoses.

4.4.2. Approvisionnement en produits vétérinaires

Le manque des produits vétérinaires, d'équipement adéquats, du personnel qualifié ainsi que le manque de traitements tant préventifs que curatifs concourent à l'éclosion des foyers des maladies.

En effet, les produits vétérinaires pour les soins curatifs ou préventifs sont très coûteux et, par conséquent, difficilement accessibles par les éleveurs. Il n'existe pas de pharmacie vétérinaire dans la commune. Les produits vétérinaires sont commercialisés par les privés et les éleveurs s'approvisionnent par le biais du vétérinaire communal.

4.5. COMMERCIALISATION

La commercialisation suit pratiquement les mêmes circuits que ceux des produits vivriers à la seule différence que le bétail est en général vendu sur pied mais il arrive qu'il soit abattu pour la vente (les jours des marchés). Les abattages sont importants au courant de la saison sèche quand le pouvoir d'achat des ménages augmente avec les recettes provenant de la vente du café parche d'une part et du café cerise d'autre part aux stations de lavage. Seules les peaux sont vendues comme sous produits de l'élevage auprès des commerçants ambulants collecteurs.

4.6. INFRASTRUCTURES D'ELEVAGE

Elles concernent les centres vétérinaires, dipping tank, couloirs d'aspersion et les aires d'abattage.

Tableau 4.3. : Situation des infrastructures d'élevage

Type d'infrastructure	Nombre	Localité	Etat	Disponibilité des produits
Centre vétérinaire	2	Gishubi	M	Irrégulière
		Nyamutobo	M	Interrompue
Dipping tank	2	Gishubi	M	Interrompue
		Nyamutobo	M	Interrompue
Couloir d'aspersion	1	Gishubi	B	Interrompue
Aire d'abattage	1	Gishubi	B	Interrompue

Source : DPAE\Gitega B : Bon M : Mauvais

4.7. INTERVENANTS

La plus importante structure d'appui demeure la DPAE, structure étatique dont l'objectif principal est l'encadrement technique des éleveurs des différentes espèces. Les projets du FIDA\PRDMR, de la FAO et d'autres ONGs comme CARE, ODAG, encadrent également les agri éleveurs en leur apportant assistance dans l'introduction des animaux de races améliorées, les soins de santé,...

Des agri-éleveurs se regroupent en associations pour mener ensemble leurs activités. Un technicien vétérinaire communal dépendant de la DPAE travaille sur toutes les activités d'élevage.

4.8. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER

4.8.1. Les contraintes.

La baisse de la productivité de l'élevage est due d'une part aux contraintes structurelles et d'autres part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

a) Contraintes structurelles.

- Comme la plupart des communes de Gitega, la commune Gishubi est densément peuplée. La surexploitation de la surface cultivable conduit à la baisse de la fertilité du sol et ou déceins de l'élevage traditionnel.
- Les produits pharmaceutiques étant trop chers et le manque de pharmacies vétérinaires freinent le développement de l'élevage.

b) Contraintes conjoncturelles

- Le faible pouvoir d'achat de la population ne permet pas d'augmenter les effectifs des animaux, le coût d'acquisition des animaux améliorés est très élevé de façon que très peu pourrait s'en procurer.
- L'insuffisance des moyens financiers matériels et humains conduisent au déceins de l'élevage.

4.8.2. Les potentialités.

- Pas mal d'éleveurs possèdent déjà une expérience dans le système d'élevage en stabulation permanente,
- Avec la restauration de la paix et la sécurité, plusieurs bailleurs sont disposés à financer ce sous secteur comme le FIDA, le FAO et d'autres ONGs,
- Les sous produits industriels (la drèche et sons de riz) sont disponibles à Gitega et pourraient contribuer à l'amélioration de l'alimentation du bétail.

4.8.3. Les perspectives et action à mener.

- Poursuivre la généralisation de la politique d'intégration agro-sylvo-zoo technique ;
- Promotion de l'élevage des petits ruminants à cycle court ;
- Repeuplement des cheptels et généralisation de la chaîne de solidarité communautaire ;
- Distribution des intrants et produits vétérinaires ;
- Renforcement des capacités techniques des vétérinaires.

CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE

Les associations qui ont essayé de pratiquer la pêche et la pisciculture n'ont pas réussi. Par ailleurs, avec la crise qui a secoué la commune, même les étangs piscicoles mis en place ont été abandonnés.

5.1. PECHE LACUSTRE

Elle est inexistante dans la commune.

5.2. PISCICULTURE

Depuis la crise, la population de Gishubi s'est désintéressée des activités piscicoles. Les étangs existants ont été endommagés puis abandonnés. Le Projet DAPA qui encadrait les piscicultures a arrêté ses activités depuis 1999.

5.2.1. Principales contraintes, potentialités et actions à mener.

1) Contraintes

- Méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles ;
- Absence d'une structure d'encadrement technique ;
- Manque de financement.

2) Potentialités

- Disponibilité des marais peu profonds ;
- Existence des sous-produits pour l'alimentation des poissons.

3) Actions à mener

- Former les agents et la population sur les techniques piscicoles,
- Installer des étangs modèles de production des alvins.

CHAPITRE VI. FORETS

6.1. GENERALITES

L'inventaire des boisements de la commune Gishubi montre que toutes les forêts naturelles ont disparu.

6.2. BOISEMENTS ARTIFICIELS.

La crise datant de 1993 a eu des effets négatifs sur l'environnement en général et sur des boisements artificiels en particulier. Toutefois, la commune de Gishubi dispose encore des boisements parsemés ici et là sur les collines mais qui subissent toujours des contraintes liées à la gestion et à la protection contre les feux de brousse, pour la gestion durable des écosystèmes forestiers.

Ces contraintes sont notamment :

- La faible capacité du service forestier à pouvoir gérer le secteur, à cause du manque de personnel technique suffisant et outillé ;
- La non structuration de la filière bois ;
- Le manque du vrai professionnalisme en la matière, etc. ;

Aujourd'hui comme hier, les boisements artificiels servent pour plusieurs besoins : comme :

- Le bois de chauffage (stères en bois)
- Le bois destiné à la carbonisation
- Le bois de service (poteaux électriques)
- Le bois d'œuvre (planches et madriers)

Les essences sont à majorité, des Eucalyptus, des callitris, des pinus, et des grévilléa.

Tableau 6.1. : Inventaire des boisements artificiels.

Commune	Boisements artificiels en hectares					Superficie totale
	Etat	Communal	Privés	Collectivités	Communautaire	
Bugendana	614	365,5	122	-	77	1.178,50
Bukirasazi	101,94	81,23	50,56	1,89	0,17	235,79
Buraza	730,1	88,8	33,5	-	-	852,4
Giheta	50	49,1	86,6	7,5	-	193,2
Gishubi	192,94	167,99	126,52	26,65	-	514,1
Gitega	104	33,5	95,5	7,5	-	240,5
Itaba	127,08	134,52	673	14	13,5	962,1
Makebuko	92,2	96,5	353,21	4,5	-	546,41
Mutaho	28	80,69	664,8	8	-	781,49
Nyarusange	138,6	90,58	237,43	11,40	-	478,01
Ryansoro	191,89	148,37	90	-	3	433,26
Total	2370,75	1336,78	2533,12	81,44	93,67	6.415,76

Source : Inspection provinciale des forêts/2006

6.3. AGROFORESTERIE

Elle est pratiquée dans la commune Gishubi. L'agroforesterie englobe tous les systèmes et pratiques dans lesquels des végétaux lignés sont cultivés sur une unité d'exploitation en association avec les cultures.

Dans tout système agroforestier ; il existe des interactions économiques et biotiques entre les éléments ligneux et non ligneux comme :

1. Diversification de la production : alimentation énergie/bois de feu, fourrage, engrais vert, poteaux, tuteurs, artisanat, petite construction et usages médicamenteux ;
2. Conservation des sols et lutte anti-érosive : haies vives mixtes en courbe de niveau, brise-vent etc. ;
3. Augmentation de la fertilité et l'amélioration des sols (fixation de l'azote) ;
4. Meilleure intégration de l'élevage, production fourragère et, par voie de conséquence, production du fumier.

Tableau 6.2.: Types ou systèmes agro-forestiers pratiqués.

Types	Objectifs	Essences
Agro sylvicoles	Alimentation en bétail	Avocatiers, agrumes
	Energie	Grévillea, Cassia
Sylvo pastoraux	Fourrage	Leucoena diversifolia calliandra
Agro sylvo pastoraux	Alimentation	Avocatier
Spécifiques	Lutter contre les de terre	Euphorbia trucallés

6.4.INTERVENANTS

C'est la DPAAE qui encadre la foresterie en collaboration avec le service forestier provincial et les ONGs intervenant dans le reboisement.

6.5. CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ACTIONS A MENER

1) Contraintes

- Le manque du personnel au niveau de chaque zone pour encadrer la production sylvicole
- Le manque de moyens matériels techniques et financiers pour le personnel existant afin de couvrir les besoins en plants et faire l'inventaire des boisements.

2) Potentialités

La commune dispose de marais favorables à l'installation des pépinières.

3) Actions à mener.

Multiplier la production sylvicole et renforcer les capacités en personnel.

CHAPITRE VII. INDUSTRIE ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

D'une manière générale, les unités de production industrielle se présentent sous forme artisanale. En dehors de l'usine agroalimentaire axée sur la transformation du café cerise, la commune ne dispose d'aucune autre industrie

Tableau 7.1. : Situation du secteur industriel.

Type d'industrie (usines)	Nom de l'industrie\usine	Nature du produit fin	Localité
Agroalimentaires	Usine de dépulpage et de lavage de café	Café fully washed	Ruhande

Source : collecte de données, 2005

7.1.1. Principales contraintes, potentialités et perspectives.

1) Les contraintes.

- La faiblesse de l'encadrement des caféiculteurs avec le licenciement des moniteurs agricoles ;
- La vétusté des machines utilisées dans les usines de transformation ;
- Le manque de courant électrique dans la totalité des usines à café ;
- Les contraintes socio-culturelles comme le faible esprit d'initiative et du risque ;
- Les contraintes financières ;
- Le dépendance de l'extérieur pour l'approvisionnement en matière première ;
- L'absence d'informations industrielles.

2) Les potentialités.

- Possibilités d'extension des plantations de caféiers ;
- Une voie routière accessible ;
- Des unités de production ainsi que des lieux d'approvisionnement en matières premières locales disponibles (café...) ;
- Possibilités d'améliorer la qualité des produits transformés par l'introduction de nouveaux procédés technologiques et la modernisation des équipements pour l'agroalimentaire.

3) Les perspectives.

- Décentralisation industrielle et renforcement des opérateurs économiques ;
- Prise des mesures incitatives en faveur du secteur privé dont l'amélioration du régime fiscal et du cadre réglementaire ;
- Amélioration de l'infrastructure en milieu rural et création des mécanismes d'appui.

7.2. ARTISANAT

7.2.1. Généralités

Il est caractérisé par un vaste éventail d'activités variées parfois structurées ou non à travers les quelles on distingue l'artisanat traditionnel et l'artisanat moderne avec 3 types d'artisans qui sont : l'artisanat de production, l'artisanat de service et l'artisanat d'art.

7.2.2. Artisanat de production.

Encore appelé « Artisanat Utilitaire » il est le plus pratiqué et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de productions artisanales.

Tableau 7.1.: Situation de l'artisanat de production

Artisanat de production	Gishubi	Province Gitega
Menuiserie	20	252
Bijouterie	0	0
Tapiserie	0	5
Tuilerie	10	198
Briqueterie	1	140
Poterie	0	174
Scierie	12	167
Vannerie et tissage	10	457
Forge	50	82
Charpenterie	1	254
Boulangerie	0	29
Carrelage	0	63
Boucherie	0	2
Savonnerie	2	9
Maroquinerie	0	35
Total	106	1867

Source : Responsable du secteur Artisanat dans la Province/2006

7.2.2. Artisanat de service.

Cette catégorie est en grande partie rencontrée dans les centres urbains.

Tableau 7.2.: Situation de l'artisanat de service

Artisanat de service	Gishubi	Province Gitega
Blanchisserie	0	26
Broderie	0	28
Cordonnerie	6	132
Couture	25	270
Réparation électromécanique	3	63
Réparation mécanique	20	124
Garnissage	0	5
Maçonnerie	35	457
Soudure	5	33
Salon de coiffure	8	63
Nettoyeur de véhicules	0	21
Total	102	1222

Source : Responsable du secteur Artisanat dans la Province/2006

7.2.3. Artisanat d'art

Les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets décoratifs.

Tableau 7.3. : Situation de l'artisanat d'art

Artisanat décoratif	Gishubi	Province Gitega
Céramique	0	4
Peinture	0	23
Sculpture	1	12
Dessinateur	0	20
Total	1	59

Source : Responsable du secteur Artisanat dans la Province/2006

7.2.3. Structures locales d'encadrement et d'appui au développement artisanal.

Il y a la coordination provinciale de l'enseignement des métiers et la direction de l'artisanat qui s'occupe de ce genre d'activités.

7.2.4. Principales contraintes, potentialités et perspectives.

a) Les contraintes.

Elles sont aussi bien endogènes qu'exogènes et sont notamment :

- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financiers) ;
- L'inadéquation production - écoulement des produits artisanaux ;
- L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché.

b) Les potentialités.

- Existence du centre de formation artisanal de Gitega,
- Autorités administratives et techniques très favorables à l'épanouissement dudit secteur.

c) Les perspectives.

- Identification de toutes les filières artisanales de la commune et de tous les artisans producteurs et créateurs ;
- Choix des filières artisanales capables de faire la promotion des entreprises artisanales pouvant limiter l'importation de certaines denrées alimentaires ;
- La promotion des technologies artisanales relatives à la transformation et à la conservation des produits agricoles et non agricoles ;
- Le renforcement des capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation ;
- Mise en place des projets d'encadrement des artisans.

CHAPITRE VIII. GEOLOGIE, MINES ET MINERAIS

8.1.GEOLOGIE, MINES, MINERAIS

Les travaux de cartographie effectués dans le pays n'ont révélé aucun indice de minéralisation dans la commune Gishubi.

8.2.MATERIAUX LOCAUX DE CONSTRUCTION.

Dans la commune de Gishubi, on compte 4 sites d'exploitation d'argile pour la fabrication des tuiles et briques cuites ainsi qu'un site de curage du sable.

CHAPITRE IX. ENERGIE

La principale source d'énergie est le bois de chauffage. Les infrastructures énergétiques n'existent plus dans la zone Muhuzu. L'électrification rurale par la DGHER du site de Muhuzu est toujours attendue. Le projet d'électrification de Muhuzu était programmé dans le cadre du PREBU (7^{ème} FED) qui a été clôturé avant son exécution.

Les centres de Nyabiraba, Gishubi et Ntita sont les seuls alimentés en électricité.

CHAPITRE X. COMMERCE ET SERVICES

10.1. COMMERCE

Le commerce a été sérieusement perturbé pendant la crise de 1993 et les circuits de distribution des biens ont été gravement troublés. Le centre de négoce de Gishubi, les magasins, les boutiques et d'autres infrastructures commerciales ont été détruits ou pillés. Les produits importés et locaux ont connu une flambée des prix consécutive à la dévaluation et à la spéculation.

Les principaux produits de commerce sont :

- Les denrées alimentaires
- Les articles de ménages
- Les produits Brarudi
- Autres produits importés.

Le commerce est assuré par une écrasante majorité d'hommes, les femmes sont très peu représentées.

Tableau 10.1. : Effectifs des opérateurs dans le commerce formel et informel.

Commune	Nombre de grossistes			Nombre de détaillants (boutiques cabarets et autres)			Nombre de personnes opérant dans l'informel
	H	F	Total	H	F	Total	
Bugendana	4	0	4	229	5	234	480
Bukirasazi	1	0	1	81	43	124	150
Buraza	3	0	3	9	0	9	98
Giheta	3	1	4	140	3	143	534
Gishubi	0	0	0	419	119	538	450
Gitega	91	3	94	654	32	686	674
Itaba	2	0	2	53	2	56	13
Makebuko	2	0	2	36	0	36	300
Mutaho	8	1	9	304	10	314	512
Nyarusange	0	0	0	97	0	97	150
Ryansoro	4	1	5	24	1	25	108
Total /Province	118	6	124	2046	215	2262	3469

Source: Collecte de données 2005.

10.1.1. Infrastructures commerciales de la commune.

La commune dispose des marchés, des magasins, des boutiques et des dépôts.
La réhabilitation qui s'impose est celle du marché de Gishubi qui était avant la crise de 1993, un marché très prospère et renommé dans la province.

Tableau 10.2. : Infrastructures commerciales.

Commune	Marchés		Magasins et boutiques			Dépôts	
	Aménagés	Non aménagés	Denrées alimentaires	Boissons	Autres produits	Boissons	Autres produits
Bugendana	0	2	170	198	101	2	0
Bukirasazi	0	3	16	60	20	3	30
Buraza	0	3	5	86	7	4	0
Giheta	0	4	132	138	37	3	1
Gishubi	0	3	34	42	119	0	57
Gitega	1	4	464	215	299	31	119
Itaba	0	5	18	19	18	6	1
Makebuko	0	5	90	25	37	4	34
Mutaho	0	4	45	173	121	0	0
Nyarusange	0	3	30	45	140	0	0
Ryansoro	0	4	18	50	16	5	9
Total Province	1	40	1022	1051	915	58	251

Source : Collecte de données/2005.

10.1.2. Principales contraintes, potentialités et perspectives.

1) Les contraintes

Elles sont liées à :

- L'activité réduite du centre de négoce suite à l'insécurité due au banditisme ;
- La désorganisation du circuit de distribution ;
- Au crédit difficile pour les petits commerçants (sans garanties) ;
- Au taux d'intérêt élevé pour ceux qui parviennent à savoir un crédit ;
- La faiblesse de la production agricole surtout vivrière ;
- Aux mauvaises routes qui relient les communes.

2) Les potentialités

- Une population jeune et formée qui n'aspire plus à l'agriculture ;
- La commune est frontalière à des communes de la province de Gitega.

3) Les perspectives

- Réhabiliter les infrastructures commerciales et redynamiser les centres de négoce de Gishubi et Nyabiraba ;
- Développer et diversifier les activités commerciales.

10.1.3. Transport et communication

Les déplacements des personnes et le transport des marchandises de la commune sont assurés par des moyens empruntant les voies terrestres. Les moyens de transports les plus usuels sont le transport par tête, par vélo, par moto et par automobile. Le transport par tête et par vélo sont plus développés dans la commune comme dans la province en général.

Il y a 2 catégories de routes dans la commune :

- Routes provinciales (RP)
- Routes communales (RC)

Les pistes rurales facilitant la communication intra communale sont nombreuses et plusieurs ont en mauvais état. La communication par téléphonie rurale qui avait été installée n'a pas été fonctionnelle. Quelques personnes ont des téléphones mobiles.

10.1.3.1. Transport

Dans la commune, il existe un réseau de transport constitué par les routes. Concernant les routes, on peut distinguer les routes provinciales, les routes communales et les pistes rurales.

Les routes provinciales (RP) relient les chefs lieux de la commune avec les autres communes et les chefs lieux des provinces.

Les routes communales sont les routes auxquelles une importance a été reconnue à l'échelon communal mais qui ne satisfont pas aux critères de parité.

L'intérêt économique et social consiste à promouvoir ainsi qu'à faciliter l'accès aux importants centres d'intérêt social comme les hôpitaux, les écoles...

Les pistes rurales sont des voies de communication rencontrées à l'intérieur de la commune.

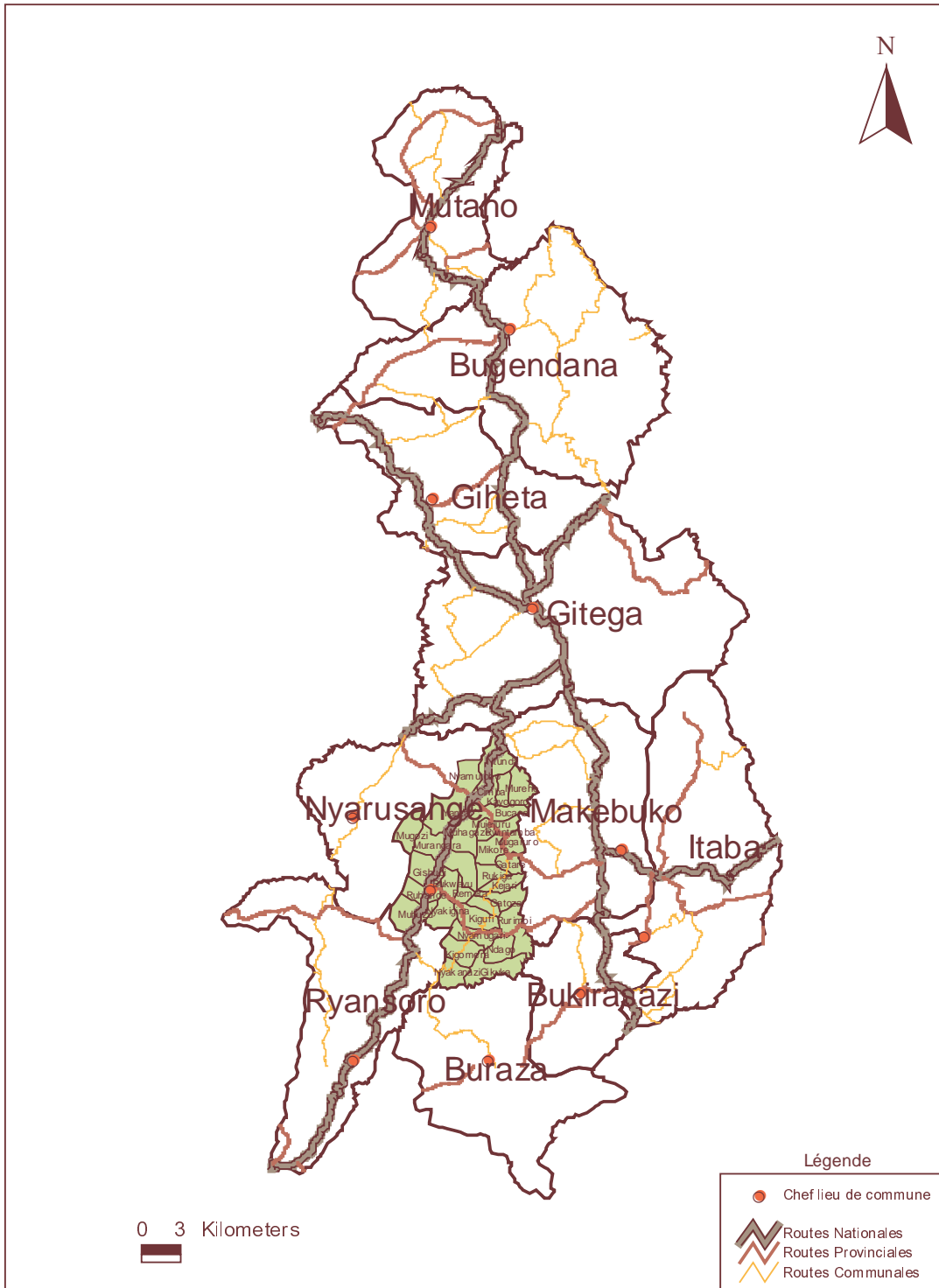
Tableau 10.3. : Pistes rurales.

Commune	Nombre de pistes rurales	Longueur en Km	Nature de revêtement			Nombre de pistes en bon état
			Terre non latéritique et non compacté	Terre non latéritique et non compacté	Pavée	
Gishubi	44	1825	43	1	0	1
Total province	256	2454	331	23	2	28

Source : Données des communes, 2005

Sur les 44 pistes, seule 1 piste rurale est en bon état et praticable. La gestion des routes est assurée par la population à travers les travaux de développement communautaire. L'état défectueux des routes est dû essentiellement à la non canalisation des routes et le manque d'entretien régulier. Le département des pistes rurales qui est gestionnaire des routes et pistes n'a pas de moyens matériels pour assurer l'entretien des routes et pistes rurales.

Carte 10.1 : Le réseau routier de la commune



10.1.3.1.1. Moyens de transport routier.

- Les moyens de transport les plus usités dans la commune sont le vélo, le portage par tête et dans une moindre mesure la moto et le véhicule.
- Pour le vélo, il est utilisé pour le transport des marchandises et des personnes.
- Le portage par tête est utilisé uniquement pour le transport des marchandises.
- La moto est utilisée pour le transport des personnes.
- Le véhicule est utilisé pour le transport des marchandises et des personnes.

En général, le portage par tête est fait à partir du champ jusqu'à l'habitation et même au centre de négoce alors que pour les autres moyens de transport, le service se fait à l'intérieur même de la commune ou en faisant la liaison d'une commune à une autre. Les bicyclettes, les motos et les véhicules s'approvisionnent en pièces de rechange, en pneumatique et en carburant dans les boutiques et stations se trouvant au chef lieux de la province.

10.1.3.2. Communication

10.1.3.2.1. Réseau téléphonique.

Seule la téléphonie cellulaire fonctionne à Gishubi. Car il existe des téléphones portables que ce soit pour TELECEL et ONAMOB.

10.1.3.2.2. La Poste.

Un bureau postal est fonctionnel depuis 2005.

10.2. LES SERVICES

10.2.1. Institutions financières

Les institutions financières implantées dans la commune de Gishubi sont de deux catégories à savoir :

Les organisations de micro finances et la Poste.

10.2.1.1. Les Micro finances

Le phénomène de micro finance a connu un développement significatif sous la poussée biconjonctuelle de l'inaccessibilité de la majorité de la population au crédit bancaire et du courant mondial en faveur de la micro finance.

Ce système de micro finance est devenu un complément aux autres sources de financement en développement. Ces institutions financent les projets d'auto emploi et permettent aux populations à faibles revenus de faire vivre leurs familles.

Dans la commune de Gishubi, les institutions de micro finance dont il est question sont les coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC).

A partir du mois d'octobre 1993, elles ont fermé leurs guichets à cause de la crise socio-politique qui a secoué tout le pays. Elles ont été ré-ouvertes avec le retour à la paix et à la sécurité.

Chaque Coopec au niveau communal est dirigée par un(e) Gérant(e). La Coopec collecte de l'épargne et la transforme en micro- crédits avec un taux annuel de 10 %.

10.2.1.2. La poste.

Le guichet de la poste en commune Gishubi a été fermé lors de la crise de 1993. Il a été recouvert en 2005. La grande majorité des clients est constitué d'enseignants des écoles primaires. Chaque titulaire de compte ouvert dans cette régie peut bénéficier d'un découvert «scolaire» ne dépassant pas la moitié de son traitement mensuel. A cet effet, un taux forfaitaire de 12 % est appliqué.

10.2.2. Tourisme et hôtellerie

La commune de Gishubi dispose d'un site touristique le passage de Mwezi Gisabo. Il se trouve sur la colline Gicuka de la zone Nyabitanga.

CHAPITRE XI. ACTION SOCIALE

11.1. SITUATION ACTUELLE DE L’ACTION SOCIALE

L’action sociale et promotion de la femme sont du ressort du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre.

L’encadrement dans la commune est assurée par le (CDF) Centre de Développement Familial. Dans la commune de Gishubi, les besoins de protection sociale et de promotion de la femme existent et leur résolution requiert une action concertée de plusieurs intervenant. L’action sociale est un domaine dont la collecte de données ne permet pas d’avoir des indicateurs plus pertinents. Les données contenues dans les tableaux qui suivent sont à titre indicatifs et peuvent être améliorées par des enquêtes plus détaillées et approfondie.

11.1.1. Situation des enfants en difficultés et des orphelins de la commune

Le tableau ci-dessous montre à titre indicatif les effectifs des enfants en difficultés dans toutes les communes de la province de Gitega dont Bugendana.

Tableau 11.1 : Situation des enfants en difficultés et des orphelins
dans la province de Gitega

Commune	Nombre d’enfants sinistres de guerre	Nombre d’enfants de la rue	Nombre d’enfants dans la rue	Nombre d’enfants orphelins de père et de mère			Nombre d’enfants chef de ménages	Nombre d’enfants soldats
				De guerre	SID A	Naturel		
Bugendana	512	25	24	1660	249	1093	490	34
Bukirasazi	1.500	-	25	570	352	827	94	6
Buraza	1.081	-	57	492	50	559	197	5
Giheta	119	-	80	666	351	138	373	-
Gishubi	711	-	36	525	99	1020	93	33
Gitega	1.623	660	600	1058	666	576	752	384
Itaba	1.650	20	42	259	40	161	138	37
Makebuko	320	-	0	57	37	347	124	24
Mutaho	3.418	341	37	646	586	616	1.500	7
Nyarusange	274	-	37	27	120	511	192	21
Ryansoro	544	1	0	617	21	184	258	0
Total	11.752	1.047	938	6577	2571	6032	4.211	551

Source : Collecte des données 2005

11.1.2. Situation des victimes de violences sexuelles

Le tableau ci-après montre approximativement l'ampleur du phénomène de viols dans les communes de la province de Gitega.

Tableau 11.2 : Situation des victimes de viol

Commune	Nombre de viols recensés				Nombre de viols pris en charge			
	Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Femmes	Filles	Hommes	Garçons
Bugendana	4	10	0	0	0	4	0	0
Bukirasazi	0	8	0	0	0	8	0	0
Buraza	2	9	0	0	0	9	0	0
Giheta	0	13	0	0	0	0	0	0
Gishubi	5	2	4	4	0	0	0	0
Gitega	21	25	0	0	0	0	0	0
Itaba	0	4	0	0	0	0	0	0
Makebuko	2	1	0	0	0	0	0	0
Mutaho	4	13	1	0	0	0	0	0
Nyarusange	0	1	0	0	0	0	0	0
Ryansoro	1	1	0	0	0	0	0	0
Total/province	39	87	6	4	0	21	0	0

Source : Collecte de données/Année 2005.

11.1.3. Situation des veuves, mères célibataires et des indigents .

Tableau 11.3. Situation des veuves, mères célibataires et des indigents

Commune	Nombre de veufs		Nombre de veufs à appuyer		Nombre de veufs appuyés		Mères célibataires	Nombre d'indigents		
	H	F	H	F	H	F		H	F	Total
Bugendana	328	1.310	140	1.114	40	512	295	3.973	5.095	9.068
Bukirasazi	276	983	140	740	75	204	98	547	550	1.097
Buraza	378	1.292	258	1.172	616	140	142	981	1.525	2.506
Giheta	83	107	33	107	0	0	91	960	1.960	2.920
Gishubi	192	185	95	365	31	119	186	592	1.181	1.773
Gitega	940	1.947	327	681	310	776	52	848	432	1.280
Itaba	137	166	139	166	66	71	36	155	215	370
Makebuko	86	184	86	184	13	15	50	108	265	373
Mutaho	76	87	68	83	7	3	31	72	99	171
Nyarusange	211	1.224	191	509	18	39	82	121	509	630
Ryansoro	16	596	16	576	0	0	51	23	601	624
Total/ province	2723	8.081	1493	5.697	1176	1879	1114	8.380	12.432	20.812

Source: Collecte de données/2005

11.1.4. Situation des personnes handicapées

Tableau 11.4 : Situation des handicapés

Communes	Guerre			Violences familiales			De naissance			Accidents			Autres		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Bugendana	85	44	129	0	9	9	75	85	660	102	41	143	11	19	30
Bukirasazi	51	25	76	0	7	7	217	66	283	33	4	37	49	65	114
Buraza	65	44	109	20	36	56	28	24	52	38	2	40	40	43	83
Giheta	0	0	0	0	1	1	23	20	43	46	31	77	0	0	0
Gshubi	140	68	208	46	132	178	77	68	145	136	35	171	0	0	0
Gitega	7	4	11	17	19	36	27	24	51	41	18	59	104	63	16
Itaba	34	24	58	9	10	19	9	16	25	21	4	25	11	18	29
Makebuko	1	0	1	0	2	2	4	1	5	5	4	9	21	4	25
Mutaho	360	198	518	0	36	36	342	468	810	134	70	204	521	288	809
Nyarusange	30	8	38	46	30	76	56	115	34	101	59	39	1	0	1
Ryansoro	2	0	2	0	0	0	1	1	2	9	0	9	0	0	0
Total	775	415	1150	138	282	420	859	888	2110	666	268	813	758	500	1107

Source: Collecte des données/2005

11.1.5. Problèmes à résoudre dans le domaine de l'Action Sociale

Les actions à mener se focalisent sur 3 domaines :

- L'assistance sociale
- La réhabilitation sociale et réinsertion socioprofessionnels
- La réinstallation des déplacés et rapatriés.

1) L'assistance sociale

Dans la Commune Gishubi, l'assistance sociale devrait consister à soulager les souffrances des groupes concernés.

Certaines organisations comme le PAM essayent de remédier à la situation engendrée par la crise de 1993 et la famine qui secoue la commune mais le chemin est encore long.

Le CDF n'a pas de moyens pour secourir les groupes vulnérables.

2) La réhabilitation sociale

Elle concerne surtout les handicapés physiques et mentaux (suite à la guerre), les déplacés et les rapatriés maintenant que la paix et la sécurité se stabilisent davantage.

3) La réinsertion sociale

Elle consiste à réinsérer les personnes cibles dans les milieux sociaux, les activités dans ce domaine sont :

- Le placement des enfants dans des familles d'accueil,
- La réinsertion scolaire des enfants déscolarisés.

11.2.REINSERTION, REINTEGRATION ET REHABILITATION

1.2.1. Situation actuelle des déplacés et des rapatriés

La province Gitega abrite un nombre important de personnes sinistrées de guerre. Ces personnes sont les déplacés regroupés sur sites et les rapatriés.

Le tableau ci-dessous montre le nombre des déplacés, nombre de sites, nombres de rapatriés et leurs conditions de vie (hygiène)

Tableau 11.5 : Situation des sinistrés de guerre

Commune	Nombre total des sites déplacés	Ménages déplacés	Nombre des déplacés	Nombre de rapatriés	Source d'eau		Latrines modernes	Latrines traditionnelles	Latrines temporaires
					F	NF			
Bugendana	2	745	1.864	2.146	3	5	12	486	0
Bikirasazi	2	536	1.074	411	11	0	16	400	0
Buraza	2	593	2.368	112	14	0	0	385	94
Giheta	2	373	1.050	389	5	7	0	212	13
Gishubi	1	470	2.410	367	7	1	0	337	0
Gitega	2	401	1.882	1.910	6	0	18	222	8
Itaba	3	858	2.070	1.434	7	0	40	12	587
Makebuko	1	604	1.709	495	6	0	0	280	1
Mutaho	1	850	3.406	1.070	0	17	0	681	2
Nyarusange	1	42	215	166	7	2	0	28	23
Ryansoro	0	0	0	25	0	0	0	0	0
Total	17	5472	18.048	8.525	66	32	86	3043	728

Source : collecte de données /2005.

Tableau 11.6. : Situation des déplacés de Gitega selon les enquêtes du HCR
en Juillet 2006

Commune	Nom du site	Nombre de ménages	Nombre de personnes par site	Total des déplacés par commune
Bugendana	Bitare	322	1333	1667
	Bugendana	92	334	
Bukirasazi	Bukirasazi	318	1303	1575
	Kibuye	73	272	
Buraza	Buraza	407	1858	2166
	Kangozi/Muyange	66	308	
Giheta	Mashitsi	63	321	1507
	Rweru	282	1186	
Gishubi	Muhuzu	308	1457	1457
Gitega	Itankoma	282	1186	1368
	Zege	46	182	
Itaba	Buhoro	137	557	2442
	Gisikara	237	992	
	Mujejuru/Gihamagara	204	893	
Makebuko	Mwaro-Ngundu	384	1683	1683
Mutaho	Mutaho	705	3008	3008
Nyarusange	Nyarusange	36	191	191
Total		3962	17064	17064

Source : Données récoltées par le HCR/Burundi en Juillet 2006

Les données fournies par le HCR par rapport aux données du tableau 11.5. montrent une certaine évolution logique dans le temps. On remarque notamment une diminution progressive des effectifs. A titre d'illustration, on note que les effectifs globaux des déplacés passent de 18.048 déplacés à 17.064 déplacés pour toutes les communes. La même constatation a été faite d'une commune à l'autre. On peut déduire que le retour des déplacés dans les collines d'origine se poursuit.

Tableau 11.7. : Situation des rapatriés spontanés et facilités par le HCR
en province de Gitega

Commune	Rapatriés facilités	Rapatriés spontanés	Total	Total	Total	Total	Total	Total
	2006	2006	2006	2005	2004	2003	2002	2002-2006
Bugendana	42	0	42	244	694	802	394	2176
Bukirasazi	0	0	0	80	184	100	41	405
Buraza	6	0	6	49	28	32	14	123
Giheta	9	3	12	61	117	173	73	436
Gishubi	8	0	8	103	100	127	51	389
Gitega	18	0	18	520	508	750	307	2103
Itaba	18	0	18	253	541	586	158	1556
Makebuko	10	0	10	83	161	133	96	483
Mutaho	26	0	26	356	313	208	113	1016
Nyarusange	9	0	9	52	70	33	5	169
Ryansoro	6	0	6	2	14	8	5	35
Total	152	3	155	1803	2730	2952	1257	8891

Source : Données récoltées par le HCR/Burundi en Juillet 2006/Rapports du HCR entre 2002-2006

11.3. HABITAT

11.3.1. Généralités

Avant la crise, l'habitat s'améliorait progressivement en commune Gishubi, comme ailleurs dans le pays. Les maisons sont essentiellement construites en briques adobes et couvertes de tuiles et quelques unes de tôles.

Les matériaux locaux de construction sont disponibles dans la commune à savoir l'argile pour la fabrication des tuiles et le bois. L'habitat est de type rural.

11.3.2. Situation actuelle de l'habitat

11.3.2.1. Habitat regroupé

Ce type d'habitat se trouve à Muhuzu sur le site des déplacés de Muhuzu. Ce regroupement a été dicté par la guerre qui a frappé le pays en 1993.

11.3.2.2. Habitat dispersé

L'habitat dispersé est le plus rencontré sur toute la commune. Il s'agit essentiellement de l'habitat rural. Les murs sont en briques cuites, adobes, avec toiture en tôles, tuiles et chaumes. Le chef-lieu de la commune Gishubi est classé par décret N° 100\111 du 31 Juillet 2000 comme centre à vocation urbaine. On a 3624 maisons couvertes de tôles, 3712 maisons couvertes de tuiles et 4281 maisons couvertes de chaumes.

11.3.3. Qualité de l'habitat.

- Pour l'habitat rural, les murs sont en briques adobes avec toiture en tôles, tuiles et chaumes, le pavement est en ciment, en terre battue et en tomettes
- Pour l'habitat aux chefs lieux de la commune et des zones, les maisons sont construites en matériaux durables. Les murs sont en briques cuites, soit en moellons ou en blocs ciment avec des colonnes et chaînages en béton armé.
- Les toitures sont soit en éternités, en tôles galvanisées ou en tuiles
- Le pavement est en ciment.

11.3.3.1. Disponibilités des matériaux locaux de construction

Dans la commune, il existe des sites d'exploitation de l'argile, du sable, du moellon, du gravier et des carrières.

Toutefois, on note une faible disponibilité du bois de construction. Elle compte 1 four tunnel moderne à Nyabiraba et d'autres fours traditionnels dispersés.

11.3.3.2. Matériaux importés

Ils sont facilement accessibles car les réseaux de communications existent (routes, pistes rurales). Ce sont essentiellement, le ciment, les tôles galvanisées, les fers à béton, les clous...

11.3.4. Incidence de la crise sur l'habitat

Avec la crise qui a secoué le pays depuis 1993, beaucoup de maisons ont été détruites. Certaines d'entre-elles sont reconstruites, d'autres attendent la reconstruction.

11.3.5. Intervenants

La population se débrouille pour la construction de l'habitat.

11.3.6. Principales contraintes, potentialités et actions à mener

a) Contraintes

- Manque de moyens financiers suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit ;
- Manque de crédits en faveur des producteurs des matériaux locaux de construction ;
- Non respect des normes pour les produits fabriqués traditionnellement.

b) Potentialités

- L'existence dans la commune de l'argile pour la fabrication des matériaux locaux de construction (briques, tuiles, tomettes)
- La sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise

- L'existence des terrains déjà aménagés sur lesquels les logements seront réhabilités.

c) Perspectives

- Mettre en place une politique nationale pour la promotion des matériaux locaux de construction ;
- La sensibilisation de la population pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat.

CHAPITRE XII. SANTE

12.1. SITUATION SANITAIRE EN 2005

La commune de Gishubi comme toutes les communes du pays connaît les mêmes problématiques en matière de santé comme l'insuffisance d'infrastructures sanitaires, de capacité d'accueil ainsi que celle des ressources humaines. Les pathologies les plus courantes sont dominées par le paludisme, les maladies des voies respiratoires, les verminoses, la malnutrition, la diarrhée, les gastrites, les plaies.

La commune compte :

- Centres de santé : 3
- Nombre de lits : 43
- Consultations en 2005 : 38424
- Personnel soignant : 8
- Personnel d'appui et administratif : 22

La médecine moderne est épaulée par 25 tradithérapeutes reconnus et 126 accoucheuses traditionnelles non formées.

Carte 12.1 : Localisation des structures sanitaires

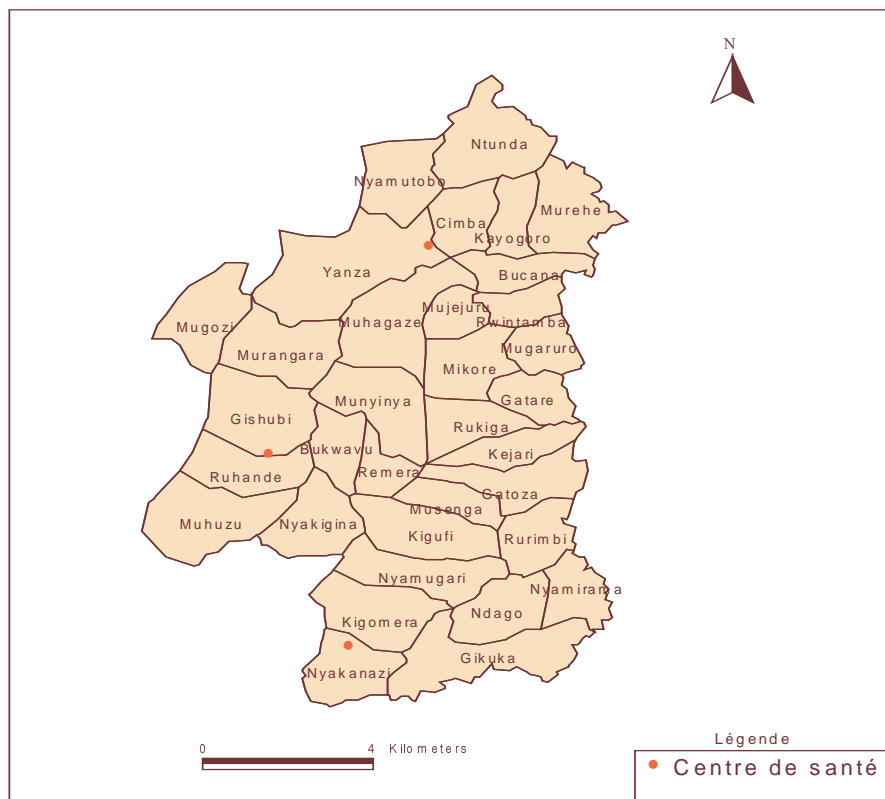


Tableau 12.1 : Fréquentation des établissements sanitaires dans la commune en 2005.

Commune	3 Centres de santé	
Gishubi	Consultations	N.H.
	38424	602
Province	403047	16172

Source : BPS Gitega, 2005 N.H. : Nombre d'hospitalisations.

Tableau 12.2 : Répartition du personnel soignant par catégories par sexe en 2005.

Commune	2005											
	T.P.S.			Paramédicales			Infirmiers			Docteur\Spécialistes		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Gishubi	1	0	1	-	-	-	3	4	7	-	-	-
Province	12	0	12	5	0	5	40	91	131	3	2	5

Source : BPS Gitega, 2005

Tableau 12.3 : Personnel d'appui et administratif de la santé 2005.

2005											
Personnel administratif			Technicien de maintenance			Personnel d'appui			Total		
H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T
0	3	3	0	0	0	9	10	19	9	13	22

Source : BPS Gitega, 2005

12.2. SITUATION SUR LE VIH/SIDA

Selon les rapports du bureau régional du RBP+, la commune Gishubi enregistre 51 personnes séropositives déclarées membres de l'association communale des PVVS. Le nombre réel de séropositifs est sûrement plus élevé on y incluent les non membres et les porteurs du VIH non dépistés.

12.3. LA MEDECINE PREVENTIVE (DONNEES SUR LA VACCINATION)

La médecine préventive est soutenue par le programme élargi de vaccination (PEV) qui vise à faire de la vaccination une activité quotidienne dans les structures de soins.

Nombre de personnes vaccinées en 2005 :

VAT 2 : 1417

BCG : 2755

Polio 3 : 1744

DTC : 1710

Rougeole : 1999

Source : Bilan des activités 2005

12.4. LA MEDECINE TRADITIONNELLE

En dehors de la médecine moderne, le secteur de santé au Burundi connaît d'autres acteurs auxquels se confie une bonne partie de la population mais ces tradipraticiens échappent aux statistiques. On estime pour l'année 2005 dans commune Gishubi, 25 tradithérapeutes connus officiellement et 39 accoucheuses traditionnelles formées avec Kit.

12.5. LES INTERVENANTS DANS LE DOMAINE DE SANTE.

Les intervenants les plus importants sont PSI Burundi, FVS, CPLS\COCOLS et ODAG.

Tableau 12.4: Principaux intervenants

Intervenants	Depuis	Résultats déjà obtenus
PSI BURUNDI	2000	Formation des infirmiers et techniciens de promotion de santé
FVS	1991	Appui aux orphelins
CPLS/COCOLS	2000	Formation des jeunes, agents d'état civil tradipraticiens enseignants prise en charge sociale des PVVS
ODAG	1990	

Source : BPS Gitega, 2005

12.6. LES PRINCIPALES CONTRAINTES ET LES ACTIONS A MENER

a) Contraintes

- Eloignement des centres de santé
- Insuffisance du matériel et équipement aux CDS
- Insuffisance du personnel soignant
- Insuffisance des centres de santé
- Rupture des stocks de médicaments et réactifs

b) Actions à mener

- Construire d'autres centres de santé
- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Former, sensibiliser et motiver le personnel soignant
- Equiper les centres de santé existants
- Promouvoir les soins préventifs
- Rendre fonctionnel le centre de santé de Mugaruro.

12.7. APPROVISIONNEMENT EN EAU

12.7.1. Situation Actuelle de l'Approvisionnement en eau

Alors que la politique nationale initiée en 1990 en matière d'approvisionnement en eau avait pour objectif qu'en l'an 2000 toutes les zones rurales seraient assurées en alimentation en eau potable, il reste beaucoup à faire 6 ans après cette échéance en commune Gishubi.

La commune dispose de 301 points d'eau au total, 45 bornes fontaines dont 31 sont seulement fonctionnelles et 17 réservoirs d'eau. Ces chiffres montrent clairement que beaucoup de ménages consomment de l'eau impropre.

12.7.2. Situation des infrastructures.

A cause de la crise de 1993, les infrastructures d'eau ont subi un sérieux revers. Celles qui étaient fonctionnelles ont été endommagées pour la plupart. Certains d'elles n'ont plus été entretenues ou réparées. Les financements pour construire d'autres adductions d'eau ont été suspendus.

Tableau 12.5. : Approvisionnement en eau en commune Gishubi.

Commune	Nombre de ménages utilisant des points d'eau et cours d'eau	Nombre de points d'eau	Nombre total de ménages utilisant des points d'eau	Nombre de ménages moyens/point d'eau /commune	Nombre de ménages utilisant les cours d'eau/commune
Bugendana	21093	502	15213	30	5880
Bukirasazi	7880	232	6554	28	1326
Buraza	10460	258	6837	27	3623
Giheta	13550	392	11848	30	1702
Gishubi	11382	301	8275	27	3107
Gitega	21155	437	15288	35	5867
Itaba	11575	247	7061	29	4514
Makebuko	12030	390	11137	29	892
Mutaho	12044	318	9745	31	2299
Nyarusange	8372	199	7315	37	1057
Ryansoro	7994	274	4692	17	3302
Total	137535	3550	103966	29	33569

Source : Régies Communales de l'Eau/2005

Tableau 12.6. : Taux de desserte en eau en commune Gishubi

Commune	Ménages desservis		Taux de desserte	
	Brut	Net	Brut (%)	Net (%)
Bugendana	15.213	8.285	72,12	39,28
Bukirasazi	6.554	4.368	83,17	55,43
Buraza	6.837	3.659	65,36	34,98
Giheta	11.848	5.590	87,44	41,25
Gishubi	8.275	3.482	72,70	30,59
Gitega	15.288	8.089	72,27	38,24
Itaba	7.061	4.190	61,0	36,20
Makebuko	11.138	7.937	92,59	65,98
Mutaho	9.745	7.950	80,91	66,01
Nyarusange	7.315	4.610	87,37	55,06
Ryansoro	4.692	2.332	58,69	29,17
Total	103.966	60.492	75,59	43,98

Source : Régies Communales de l'Eau/2005

Tableau 12.7. : Réseaux d'adductions d'eau en commune Gishubi

Commune	Nombre de collines	Nombre de BF		Nombre de réservoirs	Nombre de collines desservies	Nombre de collines non desservies	Linéaires (km) desservies
		BFF	BFNF				
Bugendana	22	68	140	40	15	7	74,5
Bukirasazi	18	38	26	32	13	5	50
Buraza	19	8	21	11	7	12	25,6
Giheta	31	40	74	70	14	17	84,6
Gishubi	34	31	14	17	13	21	43,02
Gitega	38	22	42	27	24	14	36,7
Itaba	20	45	2	27	10	10	18,5
Makebuko	29	31	44	34	15	14	57,98
Mutaho	18	10	20	19	5	13	20
Nyarusange	17	15	12	20	11	6	43
Ryansoro	17	14	26	21	10	7	38
Total	263	322	421	318	137	126	491,9

Source : Régies Communales d'Eau/2005

12.7.3. Les intervenants en matière d'approvisionnement en eau

Intervenants	Année de démarrage	Type d'intervention	Résultats
ODAG	2005	Réhabilitation de l'EP Ntita qui alimente le centre de Ntita, la paroisse, le marché, une école primaire, un centre de santé.	
PREBU	2004	AEP Muhuzu qui alimente le site des déplacés.	
PRDMR/FIDA	2005	Réhabilitation de 27 sources aménagées	Alimentation de 8275 ménages

Source : Régies Communales d'Eau/2005

12.7.4. Les principales contraintes, potentialités et actions à mener.

1) Les contraintes.

- Le fonctionnement de la RCE n'est pas effectif en commune Gishubi car les comités des points d'eau avaient démissionné ;
- L'administration qui ne s'est pas investie dans la sensibilisation de la population pour l'entretien des infrastructures et la collecte des redevances. ;
- La RCE n'a pas de moyens financiers pour réparer les bornes endommagées ;
- La commune n'a pas non plus les moyens financiers pour procéder à l'adduction d'eau au profit de ses habitants ; elle exige des capacités financières en dehors de ses possibilités ;
- Les usagers de points d'eau (BF) ne s'acquittent pas convenablement des frais de gestion et d'entretien ;
- Le déboisement et les feux de brousse entraînent la diminution du potentiel hydraulique.

2) Les potentialités.

- La commune dispose des sources en eau non exploitées ;
- Le relief escarpé de la commune s'apprête bien à l'aménagement des sources d'eau à des fins d'adductions d'eau par gravité, économiquement moins onéreux par rapport au système par pompage.

3) Les action à mener.

- Redynamiser la RCE par la remise en place de nouveaux comités des points d'eau. ;
- Réhabiliter toutes les infrastructures d'eau endommagées ;
- Négocier les intervenants en matière d'adduction d'eau pour qu'ils aident à alimenter les endroits non desservies ;

- Entretenir une collaboration entre des intervenants de la RCE et de la DGHER.
- Sensibiliser les usagers des points d'eau aménagés à être plus responsable et participatifs dans leur gestion ;
- Demander le concours de l'administration afin d'amener les gros consommateurs d'eau dont les écoles, les paroisses, les centres de santé, à payer les redevances comme les autres usagers ;
- Reboiser systématiquement les bassins versants et plateaux dénudés ;
- Sensibiliser les populations contre les feux de brousse ;
- Exploiter toutes les sources d'eau afin que l'eau soit disponible mais également suffisante.

CHAPITRE XIII. EDUCATION

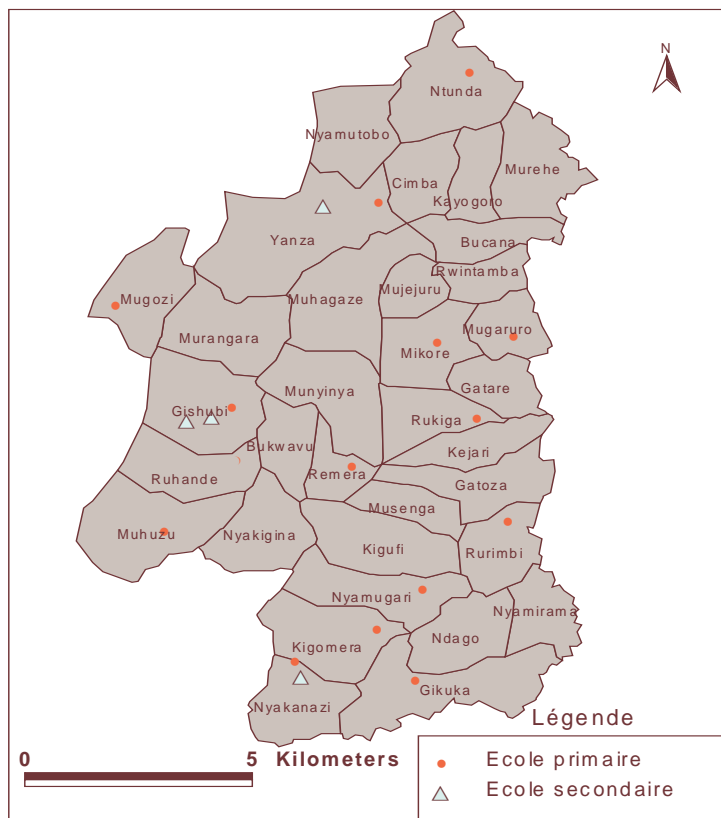
En canton scolaire de Gishubi, comme dans le pays, l'éducation est organisée par l'Etat par le biais du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, les confessions religieuses les collectivités locales en l'occurrence la commune. L'ensemble des écoles primaires et secondaires constitue ce qu'on appelle l'éducation formelle, à côté de laquelle est organisée l'éducation non formelle comprenant les centres d'enseignement des métiers, les centres d'alphabétisation et les écoles Yagamukama dont la vocation est essentiellement l'alphabétisation mais aussi et surtout l'enseignement du catéchisme tel que conçu par l'Eglise Catholique.

Dans la gestion quotidienne de toutes les écoles, les problèmes sont multiples : ce sont les enseignants qui manquent en quantité et en qualité, l'insuffisance des livres et autres supports pédagogiques, les effectifs trop élevés par rapport aux capacités d'accueil dans les salles et \ ou les internats etc...

A côté des problèmes d'ordre pédagogique et matériel, le canton scolaire connaît un autre problème d'origine sociale : c'est l'abandon scolaire.

13.1. ENSEIGNEMENTS FORMEL.

Carte 13.1 : Infrastructures scolaires 2005-2006



13.1.1. L'Enseignement primaire.

Tableau 13.1 : Nombre et capacité d'accueil des écoles primaires en 2005-2006

Zones	Nombre Ecoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'enseignants	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/salle	Elèves/enseignants
	Mugaruro	2	2	13	663	690	1353		
Nyabiraba	6	5	60	2783	2971	5754	79	96	73
Nyabitanga	6	5	50	2028	2144	4172	60	83	69
Total	14	12	123	5474	5805	11279	158	92	71

Source : 1. Directeurs des écoles primaires

2. Chargés de la carte scolaire

3. Rapport 1^{er} trimestre 2005-2006, DPE Gitega

Il ressort de ce tableau que les salles sont trop surchargées, surtout en zone Mugaruro. L'autre constat est que les filles sont plus nombreuses que les garçons au primaire.

13.1.2. Enseignement secondaire

Tableau 13.2 : Nombre et capacité d'accueil des écoles secondaires en 2005-2006

Zones	Nombre Ecoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'enseignants	Ratios	
	Total	CC		G	F	Total		Elèves\Salle	Elèves\ Enseignants
	Mugaruro	0	0	0	0	0	0		
Nyabiraba	3	3	16	500	498	998	27	62	37
Nyabitanga	1	1	6	59	58	117	9	19	13
Total Commune	4	4	22	559	556	1115	36	51	31

Source : 1. Directeurs des écoles secondaires

2. Chargés de la carte scolaire

3. Rapport du 1^{er} trimestre 2005-2006 DPE Gitega.

En lisant ce tableau, on constate que la zone Mugaruro n'a aucune école secondaire. Le nombre de filles est presque égal à celui des garçons. Les salles de classe et les enseignants ne sont pas aussi surchargés qu'au niveau primaire.

Tableau 13.3 : Situation du personnel enseignants dans la commune par sexe en 2005 2006

Zones	Ecoles primaires			Ecoles secondaires		
	H	F	T	H	F	T
Mugaruro	10	9	19	0	0	0
Nyabiraba	31	48	79	20	7	27
Nyabitanga	37	23	60	4	5	9
Total Commune	78	80	158	24	12	36

Source : - Rapport annuel 2005-2006 DPE

- Directeurs des écoles primaires, secondaires et techniques professionnelles
- Chargés de la carte scolaire

13.2. ENSEIGNEMENT NON FORMEL

L'enseignement non formel comprend les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrés par les Eglises et le centre de développement familial (CDF).

13.2.1. Les écoles Yagamukama.

Ce sont des écoles encadrées par l'Eglise Catholique. On y apprend un peu de lecture, d'écriture, de calcul et beaucoup de catéchisme.

Tableau 13.4 : Nombre et capacités d'accueil des écoles Yagamukama 2005-2006.

Zones	Nombre Ecoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'enseignants	Ratios	
	Total	CC		G	F	Total		Elèves\ salle	Elèves\enseignants
Mugaruro	1		3	108	120	228		76	
Nyabiraba	2		7	140	308	448		64	
Nyabitanga	1		4	160	315	475		118	
Total Commune	4		14	408	743	1151	17	82	67,7

Source : - Fiche de récoltes de données

- Responsables des écoles Yagamukama

On constate que ces écoles sont beaucoup plus fréquentées par les filles que les garçons.

13.2.2. Alphabétisation des adultes

La commune compte 5 centres d’alphabétisation fonctionnels.

Tableau 13.5 : Situation de l’alphabétisation dans la commune Gishubi.

Nom du centre	Salles	Effectif des apprenants		
		H	F	T
Ruhande	1	5	40	45
Ruyengo	1	17	26	43
Mugaruro	1	3	43	46
Nyabitanga	1	4	71	75
Nyabiraba	1	2	63	65
Muhuzu	1	1	13	14
Toatl	6	32	256	288

Source : animateur du CDF Gishubi

Les centres d’alphabétisations sont fréquentés beaucoup plus par les femmes que les hommes.

13.3. LES INTERVENANTS

C’est la Direction Provinciale de l’Enseignement qui supervise toutes les activités et les interventions en rapport avec l’enseignement formel dans la province.

C’est le BPE et certaines ONGs, l’Archidiocèse de Gitega par le biais de l’ODAG et quelques projets qui interviennent dans la construction des écoles. Pour l’enseignement non formel, ce sont le CDF et l’Archidiocèse de Gitega qui s’en occupent.

13.4. PRINCIPALES CONTRAINTES ET ACTIONS A MENER.

1) Les contraintes

- L’insuffisance du personnel enseignant en quantité et en qualité
- Peu d’infrastructures scolaires par rapport aux effectifs des écoliers et élèves sans cesse croissants
- Le manque de manuels scolaires et autres supports pédagogiques
- L’analphabétisme des parents fait que ceux-ci tolèrent facilement les abandons scolaires et l’absentéisme de leurs enfants.

2) Actions à mener

- La création de nouvelles classes et\ou de nouvelles écoles, surtout dans les zones défavorisées ;
- La réhabilitation des établissements en mauvais état ;
- La formation et l’affectation d’enseignants qualifiés ;
- La fourniture d’équipements, de manuels et de matériels scolaires ;
- La motivation des enseignants ;
- La sensibilisation des parents sur l’importance de la scolarisation des enfants.

CHAPITRE XIV. JEUNESSE ET SPORT ET CULTURE

14.1.SITUATION DE LA JEUNESSE

La commune est caractérisée par une jeunesse désœuvrée et non scolarisée mais qui participe aux activités de développement de la commune. La plupart des structures d'encadrement des jeunes sont à caractère religieux.

14.2.LE SPORT

Le sport le plus pratiqué est le football. Ce sport contribue beaucoup à rapprocher les jeunes des différentes communautés de la commune dans le cadre de la consolidation de la paix. Il existe un bon nombre de clubs de football.

Tableau 14.1. : Les infrastructures sportives de la commune

Colline	Infrastructures	Equipée		Etat actuel		Structure de Gestion et d'entretien
		Oui	Non	Bon	Mauvais	
1. Ntita	1 Terrain de Football	X		X		Paroisse et un commerçant du milieu
2. Nyamugari	1 Terrain de Football		X		X	Communauté locale
3. Rurimbi	1 Terrain de Football		X		X	Paroisse Ntita
4. Bucana	1 Terrain de Football		X		X	Commune
5. Mugaruro	1 Terrain de Football	X			X	Commune
6. Ruyengo	1 Terrain de Football		X		X	Commune
7. Ruhande	1 Terrain de Football	X		X		Lycée de Gishubi
	1 Terrain de Football	X		X		Lycée de Gishubi
	1 Terrain de Volley-ball	X		X		Lycée de Gishubi
	1 Terrain de Hand Ball	X		X		Lycée de Gishubi
	1 Stade		X		X	Commune
8. Yanza	1 Terrain de Football		X		X	Commune
9. tunda	1 Terrain de Football		X		X	E.P. Gasenyi
10.Paroisse Nyabiraba	1 Terrain de Football	X		X		Paroisse Nyabiraba
Total	14					

Source : Administration locale 2005

La majorité de ces infrastructures sont en mauvais état et ne sont pas équipés.

Tableau 14.2. Clubs et associations sportifs de la Commune Gishubi.

Colline	Nom du club ou association	Domaine d'intervention	Nombre de jeunes encadrés		
			H	F	Total
Muhuzu	Joueurs de Muhuzu	Football	24	-	24
Gishubi	Etoile de Gishubi	Football	20	-	20
Bucana	Joueurs de Mucana	Football	24	-	24
Muganuro	Joueurs de Muganuro	Football	24	-	24
Ruyengo	Joueurs de Ruyengo	Football	24	-	24
Gikuka	Joueurs de Gikuka	Football	20	-	20
Total	6	-	136	-	136

Source : Administration locale.

14.2.1. Les intervenants

L'encadrement sportif des jeunes est assuré soit par l'état (administration) ou les organisations religieuses.

Des professeurs de sport encadrent les jeunes dans les écoles secondaires.

14.2.2. Principales contraintes et actions à mener

a) Contraintes.

- Peu de terrain avec des normes reconnues
- Manque d'encadreurs sportifs performants
- Peu de moyens matériels et financiers

b) Actions à mener.

- Améliorer les terrains avec des normes réglementaires
- Augmenter les encadreurs sportifs
- Equiper les terrains et les joueur

14.3. PATRIMOINE CULTUREL

14.3.1. Généralités

Le patrimoine culturel le plus important de la commune Gishubi est matérialisé essentiellement par les danses traditionnelles et le tambour.

Tableau 14.3.: Clubs et associations culturels de Gishubi

Colline	Nom du club ou association	Domaine d'intervention	Nombre de jeunes encadrés		
			H	F	Total
Muhuzu	La colombe	Danse traditionnelle	6	24	30
	Abanamarimwe Muhuzu	Danse traditionnelle	7	20	27
	Abasangira kiyago Muhuzu	Danse traditionnelle	0	25	25
Ruhande	Abaremesha kiyago	Danse traditionnelle	3	37	40
	Abashizehamwe	Danse traditionnelle	5	30	35
Murehe	Groupe de danseurs	Danse traditionnelle	0	30	30
Cimba	Intore	Danse de bravoure	30	0	30
Nyabiraba	Tambourinaires de la Paroisse	Tambours	20	0	20
Kayogoro	Groupe de danseurs	Danse traditionnelle	0	40	40
Murangara	Groupe de danseurs	Danse traditionnelle	0	40	40
Yanza	Groupe de danseurs	Danse traditionnelle	0	30	30
Bucana	Groupe de danseurs	Danse moderne	10	30	40
Mujejuru	Groupe de danseurs	Danse moderne	15	20	35
Mugaruro	Groupe de danseurs	Danse moderne	10	20	30
Gikuka	Tambourinaires	Tambours	0	20	20
Nyamugari	Danseurs de Nyamugari	Danse traditionnelle	0	40	40
Kigufi	Tambourinaires	Tambours	31	6	37
	Danseuses de Kugufi	Danse traditionnelle	0	30	30
Kigomera	Abaremesha kiyago	Danse traditionnelle	0	27	27
15	19	-	137	469	606

Source : Administration locale

14.3.2. Infrastructures culturelles à Gishubi.

La Commune de Gishubi compte le site historique de Burunga sur la colline Kigufi. Le site est non équipé et se trouve en mauvais état.

14.3.3. Les intervenants

L'encadrement culturel des jeunes se fait par la commune (administration), les confessions religieuses et les écoles.

CHAPITRE XV : JUSTICE

15.1. PERFORMANCES DES SERVICES JUDICIAIRES

La commune compte un tribunal de résidence avec 4 juges (H), 5 AOJ dont 1 femme et 2 plantons en 2004. Avec l'année 2005, le tribunal compte 5 magistrats, 5 greffiers et 2 plantons.

Nombre de dossiers à traiter au cours de l'année : 101

Nombre de dossiers restant au début de l'année : 34

Nombre de dossiers enregistrés : 67

Nombre de dossiers jugés et clôturés : 86

Nombre de dossiers exécutés : 35

Nombre de dossiers non encore exécutés : 51.

15.2. SITUATION DES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS

Le tribunal de résidence de Gishubi dispose d'un local avec 6 bureaux et une salle d'audience. Il est en bon état et les dimensions sont suffisantes. Seulement, il n'est pas éclairé, n'a pas d'eau et de sanitaire. Comme moyens de déplacement, les 3 vélos dont disposait le tribunal sont tombés en panne.

L'équipement : les tables, les chaises, bancs et étagères sont en quantité suffisante. Les consommables de bureau sont en quantité insuffisante. Les textes usuels, les loges suffisent.

15.3. INTERVENANTS

RCN : Distribue le matériel de bureau et les équipements, la formation des magistrats

GTZ : Distribution des revues juridiques.

15.4. CONTRAINTE, POTENTIALITES ET PERSPECTIVES

a) Contraintes.

- Longues distances à parcourir pour les travaux de terrain ;
- Absences de moyens de déplacement ;
- Niveau de formation insuffisant ;
- Personnel insuffisant ;
- Fournitures de bureau insuffisantes ;
- Absence de prisons pour femmes.

b) Potentialités

- Une justice proche des justiciables car la commune compte un tribunal de résidence ;
- Existence d'ONGs qui oeuvrent dans le secteur de la justice.

c) Perspectives.

- Doter le tribunal de résidence des moyens de déplacement ;
- Formation des magistrats et des OPJ ;
- Assurer aux magistrats un logement décent.

CHAPITRE XVI. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

16.1. FACTEURS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT

La commune Gishubi possède un potentiel de développement très varié. La commune est aussi agricole que pastorale. Sa position géographique, son relief, son climat et son réseau de transport et de communication constituent des facteurs évidents pour son développement socio-économique.

Les principaux indicateurs favorables au développement de la commune sont :

1. C'est la cinquième commune au niveau de l'entité géographique avec une superficie de 165,44 km². Elle est entièrement située dans la région naturelle du Kirimiro qui se caractérise par une altitude variant entre 1600 et 2000 m, une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 1200mm, la température moyenne sur l'année est de 19°C avec des minima moyens de 12,6°C et des maxima moyens de 25,3°C. Ce climat présente un certain nombre d'avantages sur la production agricole.
2. La disponibilité des superficies de 380 hectares des marais à aménager. Ceci constitue une autre possibilité d'extension des terres à emblaver notamment pour le développement de la culture du riz et pour l'extension des activités piscicoles mais aussi et surtout à cause de la proximité avec la grande rivière sur plusieurs kilomètres.
3. L'altitude de la commune n'est pas accidentée ce qui est favorable au tracé des voies de communication ;
4. Les conditions agro – écologiques de la commune permettent le développement de l'horticulture, la fruiticulture et les cultures maraîchères ;
5. Dans le domaine pastoral, le climat de la commune est favorable à l'élevage du gros et petit bétail. La présence d'arbres à fleur constitue un atout pour l'élevage des abeilles.
6. Le potentiel forestier est relativement important dans la commune Gishubi (sixième place en province de Gitega avec 514,1 ha de boisement artificiel) pour la production du bois de chauffage, du charbon de bois, du bois d'œuvre... ;
7. La commune est développée dans le domaine de l'artisanat comme le montre le nombre d'artisans et d'unités recensés dans les domaines variés tel que la menuiserie, la couture, la vannerie, le tissage, ;
8. La commune dispose suffisamment de matériaux de construction : argile, sable, moellon, gravier et latérite ;
9. Les services publics d'encadrement sont assez nombreux et variés ; la commune dispose d'un nombre important des structures spécialisées des Ministères : Agriculture et Elevage, Santé, Education, Justice... ;
10. Les agents de développement : la commune compte un nombre impressionnant d'agents de développement dynamiques : PRDMR/FIDA, CARE Burundi, PADCO etc... ;

16.2. CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT

De manière générale, les contraintes peuvent être regroupées en trois catégories : contraintes techniques et administratives, contraintes économiques et financières, et contraintes socio-culturelles.

16.2.1. Contraintes d'ordre technique

1. Le mauvais état des routes, surtout les pistes de desserte agricole, qui entravent l'évacuation normale des produits ainsi que l'enclavement de la commune Gishubi compte tenu de la longue distance entre Gishubi et le chef-lieu de la province Gitega ;
2. L'insuffisance des moyens de transport aggravée par la carence et les difficultés d'approvisionnement en pièces de rechange et en carburant surtout en milieux ruraux ;
3. L'inefficacité de la plupart des services étatiques d'encadrement (insuffisance des effectifs, manque de recyclages et d'équipement, salaires modiques...) ;
4. L'insuffisance des intrants agricoles et de l'élevage ainsi que les difficultés de s'en approvisionner dues entre autres à leurs coûts très élevés une fois disponibles sur les marchés ;
5. L'exode rural qui démobilise et désaffecte la main d'œuvre agricole encore active ;
6. Le mode de conditionnement et l'insuffisance des infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles et d'élevage qui ne peuvent permettre le progrès du secteur agricole ;
7. Le caractère traditionnel des méthodes de production agricole : utilisation du matériel végétal, la recrudescence de plusieurs maladies au niveau des cultures ;
8. L'élevage traditionnel caractérisé par l'alimentation des animaux par des pâturages naturels, la prédominance des animaux de race locale, diverses maladies...
9. La destruction de l'environnement par des pratiques agricoles non appropriées, la coupe incontrôlée de bois, les feux de brousse...

16.2.2. Contraintes d'ordre économique-financier

1. L'accès difficile au crédit, suite au taux d'intérêt prohibitif et l'absence des institutions financières octroyant des crédits aux agro-éleveurs pour inciter l'Ecart de la production agricole;
2. L'inefficacité des circuits de commercialisation qui reste handicapée par les problèmes liés aux infrastructures de transport, à la multitude d'intermédiaires qui y interviennent ;
3. L'étroitesse des circuits de commercialisation intra et interprovinciaux ;
4. L'absence d'industries pour la transformation des produits agricoles et d'élevage ;
5. L'insuffisance de la législation commerciale, notamment au niveau de la standardisation des poids et mesures ;
6. La faiblesse du pouvoir d'achat de la population ;

7. La faiblesse des prix au producteur ;
8. L'insuffisance et l'état de délabrement très avancé des infrastructures de production et zoo-sanitaires (centres semenciers, dipping-tanks, centres vétérinaires, couloirs d'aspersion...), des infrastructures de communication (routes, ponts, média) et énergétiques (centrales électriques, groupes électrogènes, panneaux solaires...);

16.2.3. Contraintes d'ordre socio-culturel

1. Les difficultés d'approvisionnement en eau potable occasionnant ainsi la recrudescence des maladies diarrhéiques et d'origine hydrique ;
2. L'exode rural et l'engouement d'une grande partie de la population vers le chef-lieu de la province et vers Bujumbura pour y chercher du travail, provoquent la diminution de la taille et le nombre de ménages agricoles, l'amputation des communautés rurales de leurs ressources humaines valides ;
3. Le faible degré de participation collective aux activités de développement ;
4. La croyance très persistante à la sorcellerie et aux pratiques fétichistes ;
5. L'insuffisance et l'état de délabrement des infrastructures à caractère social (centres de santé, écoles, infrastructures sportives, centres récréatifs ...)

16.3. STRATEGIES ET ACTIONS A DEVELOPPER

16.31. Stratégies

L'examen de la situation des différents secteurs dans la province laisse entrevoir que la stratégie pour le développement de la commune Gishubi devrait se baser sur l'accroissement de la production agricole, sur le développement de l'élevage et, en moindre mesure sur le développement de l'artisanat.

Il s'agira de mobiliser toutes les ressources communales et provinciales en vue de subvenir aux besoins alimentaires de la population tant quantitativement que qualitativement, c'est-à-dire assurer la sécurité alimentaire de la province. Dans ce contexte, le programme de développement doit aussi impliquer l'éradication de la pauvreté grâce à un accroissement de la productivité/production et le dégagement de surplus permettant des effets multiplicateurs des investissements et la mobilisation des partenaires de développement de plus en plus nombreux et de plus en plus diversifiés. Cette stratégie devrait également arriver à réduire les prix de revient des produits vivriers par des mesures appropriées.

La place de choix qu'occupe la commune de Gishubi au niveau provincial en matière de production agricole et en matière d'élevage reste encourageante et les intervenants dans ces secteurs comme le PRDMR/FIDA et autres devraient redoubler d'efforts.

En tout cas du côté de l'élevage, on devrait encourager la semi-stabulation ou stabulation permanente pour une plus grande production.

16.3.2. Actions à développer

La mise en œuvre de la politique de développement s'articulera autour des actions de production et de la vulgarisation agricole, d'aménagement de l'espace rural et des actions basées sur les relations inter et intra-sectorielles.

Les actions à développer ou perspectives sont résumées dans le tableau 16.1 ci-dessous.

16.1. : Actions à développer

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> - Gamme variée de spéculations agricoles ; - Main d'œuvre abondante et laborieux ; - Densité de population offrant des espaces de culture ; - Demande toujours croissante en produits agricoles ; - Retour de la paix et sécurité avec possibilité de retour des bailleurs de fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> - Exiguïté des terres ; - Manque de semences de qualité ; - Manque d'intrants agricoles ; - Encadrement soumis aux contraintes physiques (climat capricieux), structurelles (organisation inadapté, démotivation du personnel) financières et conjoncturelles (insécurité) - Maladies des caféiers ; - Conjoncture internationale des prix défavorables 	<ul style="list-style-type: none"> - Varier les spéculations en orientant la recherche vers les cultures oléagineuses ; - Réhabiliter les centres semenciers ; - Organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables ; - Lutter contre l'érosion...
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Pas mal d'éleveurs possèdent déjà une expérience dans le système d'élevage en stabulation permanente, - Avec la restauration de la paix et la sécurité, plusieurs bailleurs sont disposés à financer ce sous secteur comme le FIDA, le FAO et d'autres ONGs, 	<ul style="list-style-type: none"> - Comme la plupart des communes de Gitega, la commune Gishubi est densément peuplée. La surexploitation de la surface cultivable conduit à la baisse de la fertilité du sol et ou déceins de l'élevage traditionnel ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la généralisation de la politique d'intégration agro-sylvo-zoo technique ; - Promotion de l'élevage des petits ruminants à cycle court ; - Repeuplement des cheptels et généralisation de la chaîne de solidarité communautaire ; - Distribution des intrants et des produits vétérinaires ; - Renforcement des capacités techniques des vétérinaires.

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
	<ul style="list-style-type: none"> - Les sous produits industriels (la drèche et sons de riz) sont disponibles à Gitega et pourraient contribuer à l'amélioration de l'alimentation du bétail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les produits pharmaceutiques étant trop chers et le manque de pharmacies vétérinaires freinent le développement de l'élevage ; - Le faible pouvoir d'achat de la population ne permet pas d'augmenter les effectifs des animaux, le coût d'acquisition des animaux améliorés est très élevé de façon que très peu pourrait s'en procurer ; - L'insuffisance des moyens financiers matériels et humains conduisent au déceins de l'élevage. 	
Forêt	<ul style="list-style-type: none"> - La commune dispose de marais favorables à l'installation des pépinières. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque du personnel au niveau de chaque zone pour encadrer la production sylvicole <p>Le manque de moyens matériels techniques et financiers pour le personnel existant afin de couvrir les besoins en plants et faire l'inventaire des boisements.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Multiplier la production sylvicole et renforcer les capacités en personnel.

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
Pêche et Pisciculture	<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des marais peu profonds ; - Existence des sous-produits pour l'alimentation des poissons. 	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de la gestion et des pratiques piscicoles ; - Absence d'une structure d'encadrement technique ; - Manque de financement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Former les agents et la population sur les techniques piscicoles, - Installer des étangs modèles de production des alvins.
Energie	<ul style="list-style-type: none"> - Présence du courant électrique au chef-lieu de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> - Les ressources financières limitées de la DGHER ne lui permettant pas d'électrifier les centres urbains. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les infrastructures électriques existantes ; - Installer de nouvelles micro-centres hydroélectriques ; - Promouvoir l'utilisation des sources d'énergies renouvelables alternatives (biogaz, systèmes solaires) - Chercher les bailleurs pour financer l'électrification de la commune.
Industrie	<ul style="list-style-type: none"> - Malgré toutes ces contraintes, la commune Gishubi dispose des potentialités énormes sur l'extension des blocs industriels des caféiers. - La voie routière, quel que soit son état rend accessible les unités de production ainsi que les lieux d'approvisionnement en matières premières locales (café...) 	<ul style="list-style-type: none"> - La faiblesse de l'encadrement des caféiculteurs avec le licenciement des moniteurs agricoles ; - La vétusté des machines utilisées dans les usines de transformation ; - Le manque de courant électrique dans la totalité des usines à café ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Décentralisation industrielle et on renforcement des opérateurs économiques ; - Prise des mesures incitatives en faveur du secteur privé dont l'amélioration du régime fiscal et du cadre réglementaire ; - Amélioration de l'infrastructure en milieu rural et création des mécanismes d'appui.

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
	<ul style="list-style-type: none"> - Il y a lieu aussi d'améliorer la qualité des produits transformés par l'introduction de nouveaux procédés technologiques et la modernisation des équipements pour l'agroalimentaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les contraintes socio culturelles comme le faible esprit d'initiative et du risque - Les contraintes financières ; - Le dépendance de l'extérieur pour l'approvisionnement en matière première ; - L'absence d'informations industrielles. 	
Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> - Existence du centre de formation artisanal de Gitega, - Autorités administratives et techniques très favorables à l'épanouissement dudit secteur 	<ul style="list-style-type: none"> - L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financiers) ; - L'inadéquation production - écoulement des produits artisanaux ; - L'accès difficile des artisans au micro-crédit et au marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification de toutes les filières artisanales de la commune et de tous les artisans producteurs et créateurs ; - Choix des filières artisanales capables de faire la promotion des entreprises artisanales pouvant limiter l'importation de certaines denrées alimentaires ; - La promotion des technologies artisanales relatives à la transformation et à la conservation des produits agricoles et non agricoles ; - Le renforcement des capacités du personnel chargé de l'encadrement des artisans en matière de gestion, d'animation et d'organisation ; - Mise en place des projets d'encadrement des artisans.

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> - Une population jeune et formée qui n'aspire plus à l'agriculture ; - La commune est frontalière à des communes de la province de Gitega. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'activité réduites du centre de négoce suite à l'insécurité due au banditisme ; - La désorganisation du circuit de distribution ; - Au crédit difficile pour les petits commerçants (sans garanties) ; - Au taux d'intérêt élevé pour ceux qui parviennent à savoir un crédit ; - La faiblesse de la production agricole. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les infrastructures commerciales et redynamiser les centres de négoce de Gishubi et Nyabiraba ; - Développer et diversifier les activités commerciales.
Tourisme et Hôtellerie	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des sites touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens financiers pour aménager les sites ; - Manque d'informations sur l'importance du tourisme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménager les sites touristiques ; - Sensibiliser la population sur l'importance du tourisme ; - Construire des infrastructures hôtelières.
Institutions financières	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un bureau postal - Présence d'un bureau des COOPEC 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'informations sur l'importance d'épargner et demander des crédits ; - Faiblesse de revenus des populations qui limite l'épargne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la production pour avoir des revenus suffisants permettant de consommer et de dégager l'épargne ; - Sensibiliser la population sur l'importance d'épargner et de solliciter des crédits.

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
Transport et communication	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un réseau routier très dense 	<ul style="list-style-type: none"> - Les routes et pistes en mauvais état ; - Pas de téléphone fixe dans la commune Gishubi ; - Insuffisance de journaux écrits ; - Coût élevé de la téléphone mobile. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter et entretenir les routes et pistes rurales ; - Installer le téléphone fixe dans la commune Gishubi.
Santé et eau potable	<ul style="list-style-type: none"> - La commune dispose des sources en eau non exploitées ; - Le relief escarpé de la commune s'apprête bien à l'aménagement des sources d'eau à des fins d'adductions d'eau par gravité, économiquement moins onéreux par rapport au système par pompage ; - Volonté de la population à contribuer dans la construction des infrastructures sanitaires ; - Présence de beaucoup de sources d'eau potable non exploitées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement des centres de santé ; - Insuffisance du matériel et équipement aux CDS ; - Insuffisance du personnel soignant - Insuffisance des centres de santé - Rupture des stocks de médicaments et réactifs - Le fonctionnement de la RCE n'est pas effectif en commune Gishubi car les comités des points d'eau avaient démissionné. - L'administration qui ne s'est pas investie dans la sensibilisation de la population pour l'entretien des infrastructures et la collecte des redevances. ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement des centres de santé ; - Insuffisance du matériel et équipement aux CDS ; - Insuffisance du personnel soignant - Insuffisance des centres de santé - Rupture des stocks de médicaments et réactifs - Construire d'autres centres de santé - Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant - Former, sensibiliser et motiver le personnel soignant - Equiper les centres de santé existants - Promouvoir les soins préventifs - Rendre fonctionnel le centre de santé de Mugaruro. - Redynamiser la RCE par la remise en place de nouveaux comités des points d'eau. ; - Réhabiliter toutes les infrastructures d'eau endommagées ; - Négocier les intervenants en matière d'adduction d'eau pour qu'ils aident à

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
		<ul style="list-style-type: none"> - La RCE n'a pas de moyens financiers pour réparer les bornes endommagées ; - La commune n'a pas non plus les moyens financiers pour procéder à l'adduction d'eau au profit de ses habitants ; elle exige des capacités financières en dehors de ses possibilités ; - Les usagers de points d'eau (BF) ne s'acquittent pas convenablement des frais de gestion et d'entretien ; - Le déboisement et les feux de brousse entraînent la diminution du potentiel hydraulique. 	<ul style="list-style-type: none"> alimenter les endroits non desservies ; - Entretien d'une collaboration entre des intervenants de la RCE et de la DGER. - Sensibiliser les usagers des points d'eau aménagés à être plus responsables et participatifs dans leur gestion ; - Demander le concours de l'administration afin d'amener les gros consommateurs d'eau dont les écoles, les paroisses, les centres de santé, à payer les redevances comme les autres usagers ; - Reboiser systématiquement les bassins versants et plateaux dénudés ; - Sensibiliser les populations contre les feux de brousse ; - Exploiter toutes les sources d'eau afin que l'eau soit disponible mais également suffisante.
Education	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de la population à contribuer dans la construction des infrastructures scolaires ; - Gratuité de l'enseignement primaire ; - Disponibilité de quelques intervenants dans le domaine de l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'insuffisance du personnel enseignant en quantité et en qualité ; - Peu d'infrastructures scolaires par rapport aux effectifs des écoliers et élèves sans cesse croissants ; 	<ul style="list-style-type: none"> - La création de nouvelles classes et/ou de nouvelles écoles, surtout dans les zones défavorisées ; - La réhabilitation des établissements en mauvais état ; - La formation et l'affectation d'enseignants qualifiés ;

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
		<ul style="list-style-type: none"> - Le manque de manuels scolaires et autres supports pédagogiques ; - L'analphabétisme des parents fait que ceux-ci tolèrent facilement les abandons scolaires et l'absentéisme de leurs enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> - La fourniture d'équipements, de manuels et de matériels scolaires ; - La motivation des enseignants ; - La sensibilisation des parents sur l'importance de la scolarisation des enfants ;
Jeunesse, sport et culture	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un certain nombre d'associations des jeunes et autres structures d'encadrement ; - Présence d'un certain nombre de clubs et associations à caractère sportif et culturel ; - Présence de quelques infrastructures sportives et culturelles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Peu de terrains avec des normes reconnues ; - Manque d'encadreurs sportifs performants ; - Peu de moyens matériels et financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les terrains avec des normes réglementaires ; - Augmenter les encadreurs sportifs ; - Equiper les terrains et les joueurs; - Diversifier les disciplines sportives ; - Equiper les clubs et associations à caractère sportif et culturel.
Action sociale et réinsertion		<ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup de catégories de personnes à assister et à réinsérer socialement : les veuves, orphelins, enfants et adultes indigents, handicapés, les enfants soldats, les déplacés et les rapatriés. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'assistance sociale ; - La réhabilitation sociale et réinsertion socioprofessionnelle ; - La réinstallation des déplacés et rapatriés.

Secteur	Atouts	Contraintes	Actions à mener
Géologie, mines et carrières		<ul style="list-style-type: none"> - Manque de financements pour des recherches détaillées et diversifiées ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Chercher des financements pour faire des exploitations minières ;
Habitat rural	<ul style="list-style-type: none"> - L'existence dans la commune de l'argile pour la fabrication des matériaux locaux de construction (briques, tuiles, tomettes) - La sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise - L'existence des terrains déjà aménagés sur lesquels les logements seront réhabilités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens financiers suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit ; - Manque de crédits en faveur des producteurs des matériaux locaux de construction ; - Non respect des normes pour les produits fabriqués traditionnellement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place une politique nationale pour la promotion des matériaux locaux de construction ; - La sensibilisation de la population pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat.
Justice	<ul style="list-style-type: none"> - Une justice proche des justiciables. La commune compte un tribunal de résidence ; - Existence d'ONGs qui oeuvrent dans le secteur de la justice. 	<ul style="list-style-type: none"> - Longues distances à parcourir pour les travaux de terrain ; - Absences de moyens de déplacement ; - Niveau de formation insuffisant ; - Personnel insuffisant ; - Fournitures de bureau insuffisantes ; - Absence de prisons pour femmes... 	<ul style="list-style-type: none"> - Doter le tribunal de résidence des moyens de déplacement ; - Formation des magistrats et des OPJ ; - Assurer aux magistrats un logement décent.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La commune de Gishubi est située au Sud de la province de Gitega. Elle a une superficie estimée à 165,44 km² soit 8,35 % de la province (1978,96 km²) et 0,59 % du pays (27.834 km²). Elle est délimitée au Nord par la commune Gitega, au Sud par les communes Ryansoro et Buraza et au Sud-Est par la commune Ryansoro, à l'Est par la commune Makebuko et à l'Ouest par la commune de Nyarusange.

La commune de Gishubi est subdivisée en 3 zones et 34 collines.

L'agriculture occupe plus de 95% de la population de la commune Gishubi qui s'adonnent principalement à la production vivrière et industrielle (café) et dans une moindre mesure du maraîchage et à la fructiculture.

La grande étendue de la commune, le climat et les sols restent favorables à la production agricole.

Au niveau de l'élevage, la commune Gishubi élève essentiellement des bovins, des caprins, des porcins, des ovins et des volailles. En faisant la somme de toutes ces espèces, on remarque que Gishubi se classe parmi les communes qui possèdent beaucoup d'animaux domestiques car elle occupe la cinquième place sur un total de 11 communes avec un total de 25.143 têtes sur un total provincial de 291.097 têtes. Toutefois, les conditions d'élevage restent trop traditionnelles et le rendement reste faible. Des efforts restent à consentir pour entreprendre progressivement un élevage moderne visant une meilleure production. Des intervenants le PRDMR et autres ont déjà entrepris des formes d'encadrement dans ce sens, mais il faudra plus de moyens pour réussir le pari.

Du côté de la pisciculture, le peu d'étangs qui existaient il y a quelques années ne sont plus fonctionnels avec l'arrêt du projet DAPA. C'est un secteur à renforcer.

Dans le domaine des forêts, Gishubi comme les autres communes de Gitega n'a pas de boisements naturels. Cependant, on trouve parsemés ici et là des boisements artificiels qui totalisent 514,1 hectares par rapport à un total provincial de 6415,76 hectares. Cependant, malgré l'existence des quelques boisements artificiels ainsi que la production des plants agro-forestiers, le besoin en bois dans ses différents usages reste grand pour satisfaire toute la demande. C'est un secteur à promouvoir en collaboration entre la commune, les communautés locales et les différents intervenants en matière de forêts.

La commune n'a que 3 centres de santé sur une population de 91860 habitants en 2005, ce qui revient à 30620 personnes pour 1 centre de santé. La commune n'a pas d'hôpital. Un besoin de multiplier les centres de santé équipés et dotés d'un personnel suffisant se fait beaucoup sentir.

En termes d'infrastructures scolaires, la commune Gishubi éprouve un besoin urgent car elle n'a que 14 écoles pour 34 collines de recensement. Même la moitié des collines de recensement n'est pas couverte. Ensuite le besoin en infrastructures et en enseignants suffisants et qualifiés reste encore grand car le rapport « élèves-salles » et le rapport « élèves-enseignants » sont très élevés, respectivement avec 93 et 71.

Les écoles des métiers sont aussi nécessaires pour récupérer une bonne partie de ces lauréats qui terminent sans issue les écoles primaires.

Dans les autres secteurs comme l'artisanat, le commerce, les institutions financières, la justice, l'action sociale, l'hôtellerie et le tourisme, la jeunesse, le sport et la culture etc... ; les actions sont très timides, les infrastructures sont presque inexistantes, les moyens matériels et financiers manquent cruellement. La commune est interpellée pour intéresser les bailleurs et mobiliser les fonds pour développer ces secteurs.

Malgré ces performances apparentes, l'élan de développement semble s'arrêter à cause de plusieurs contraintes auxquelles se butte la commune. Parmi ces obstacles on peut retenir, la faible production agricole, le réseau routier très peu développé et la dégradation des routes existantes, la faiblesse des moyens de communication, le manque des moyens de transport, l'absence de crédit et des intrants agricoles, l'inexistence ou la dégradation de beaucoup d'autres infrastructures de base dans tous les secteurs de l'économie de la commune.

A cet effet, les potentialités disponibles dans la commune ne peuvent profiter à la population que dans la mesure où ces contraintes citées ci-haut dans les différents secteurs étaient supprimées. Pour y parvenir et opérer les changements nécessaires dans la vie économique de la commune ; il faudra entreprendre quelques actions diverses dont les principales sont les suivantes :

- Assurer une bonne gouvernance dans le pays, dans la province et dans la commune pour garantir une bonne adhésion de toute la population dans le développement ;
- Assurer la distribution des intrants agricoles dans les collines à temps et aux prix accessibles ;
- Favoriser l'octroi de crédits aux associations et groupements des producteurs en allégeant les conditions d'octroi et celles de remboursement ;
- Multiplier, réhabiliter et renforcer les centres semenciers et les infrastructures zoo-sanitaires ;
- Former et encourager le personnel d'encadrement de tous les secteurs en leur assurant des conditions de travail motivant ;
- Multiplier, réhabiliter et renforcer les infrastructures de base dans différents secteurs ;
- Appuyer l'organisation des coopératives et associations paysannes ;
- Initier un programme de reboisement dans les communes menacées par les érosions, la déforestation massive à cause de l'utilisation de bois de chauffe et de charbon de bois ;
- Associer à l'action de développement agricole, pastorale et forestier, une amélioration et renforcement des structures d'autres secteurs tels que l'énergie, l'éducation, les transports et tant d'autres qui ont un impact dans le bien-être matériel et social de la population.

Les perspectives de développement de cette commune doivent se baser sur les secteurs essentiels et stratégiques comme l'agriculture, l'élevage, l'éducation, la santé, les forêts etc...

La stratégie agricole sera orientée vers l'intensification de la production des cultures vivrières et de l'élevage pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et au besoin de constituer des réserves stratégiques à long terme et vers le reboisement dans certaines parties de la province.

Une coordination des interventions sera un préalable pour une bonne synergie des actions, une meilleure capitalisation des moyens et un développement harmonieux de la commune.

BIBLIOGRAPHIE

1. Banque Mondiale : Enquête participative sur la pauvreté au Burundi 1998.
2. Département du Génie Rural et Protection du Patrimoine Foncier: Inventaire des marais et des bassins versants du Burundi
3. DPAE/Gitega : Rapports annuels 2001-2005
4. Gouvernement de la République du Burundi :Programme d'urgence 2006.
5. HCR : a) Déplacés des provinces de Cankuzo, Ruyigi et Gitega ; Juillet 2006
b) Summary of facilitated and spontaneous Burundian Returnees (2002-2006 in the Province of Cankuzo, Gitega, Ruyigi, Muyinga, Kirundo, Ngozi, Kayanza and Karusi
6. ISTEERU : Base de données pour les indicateurs du développement humain durable 1990-2000, mai 2002.
7. ISTEERU : Information du système d'information statistique sur la population au Burundi.
Karusi ; Juillet 2006
8. Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme : Politique sectorielle du ministère 2002-2004, 2002.
9. Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage : Rapport de réflexion sur le crédit agricole au Burundi ; 1998.
10. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique (MISP) : Découpage Administratif du Burundi ; Décembre 2005.
11. MISP/Département de la population : Estimation de la population burundaise par sexe et par groupes d'âge quinquennaux selon les circonscriptions administratives (provinces et communes ; 2005.
12. MISP/PDCLCP : Plan triennal de développement socio-économique de la province de Gitega (2001-2003) ; Août 2000.
13. PADCO
14. PAS : Evaluation des initiatives à la base ; 2000.
15. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions de réinsertion et de réinstallation des sinistrés ; 2000
16. PAS : Evaluation des politiques et plans d'actions du secteur de la santé et des services connexes.
17. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Agriculture et Développement du monde rural 2000.
18. PAS : Evaluation et mise à jour des politiques et plans d'actions sectoriels de réduction de la pauvreté : Volet Education et services connexes 2000.
19. PNUD : La pauvreté au Burundi : le poids de la disparité ; 1998.
20. PNUD/PRRSLP : Plan Opérationnel Intégré de Réintégration/Réhabilitation des Sinistrés et de Lutte contre la Pauvreté ; 2006.
21. PNUD/UNOPS : Monographie de la province du Sud Kivu (RDC) ; 1998.
22. Programme d'Ajustement Structurel (PAS) : Cadre stratégique intérimaire de lutte contre la pauvreté au Burundi ; document synthèse sur le diagnostic des conditions de vie et de pauvreté ; 2001

ANNEXES

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE GITEGA

Gitega, le 3 juillet 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le troisième jour du mois d'Août, se sont réunis autour du Gouverneur de la province Gitega, tous les responsables sectoriels provinciaux dont liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Gitega et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Bugendana
2. La monographie de la commune de Bukirasazi
3. La monographie de la commune de Buraza
4. La monographie de la commune de Giheta
5. La monographie de la commune de Gishubi
6. La monographie de la commune de Gitega
7. La monographie de la commune de Itaba
8. La monographie de la commune de Makebuko
9. La monographie de la commune de Mutaho
10. La monographie de la commune de Nyarusange
11. La monographie de la commune de Ryansoro
12. La monographie de la Province de Gitega

Fait à Gitega, le 3 Août 2006

Antenne Provinciale
du Plan à Gitega


NIMUBONA Claude

L'Expert représentant
le SPPI.




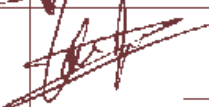











SINDAHABAYE Cyrille



















Le Gouverneur de la
Province de Gitega


Ir SELEMANI Mossi

**LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX
AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES
COMMUNALES ET PROVINCIALE DE GITEGA**

Nom et Prénom	Fonction	Secteur analysé	Signature
1. SELEMANI Mossi	Gouverneur de la province de Gitega	Toutes les monographies	
2. MUHAMED Emile	Conseiller Principal du Gouverneur	Transport et communication	
3. HAKIZIMANA Venant	Conseiller socio-culturel du Gouverneur	Jeunesse, sport et patrimoine culturel	
4. KARUMBETE Donatien	Chef du service formation/vulgarisation à la DPAE	Agriculture	
5. HAKIZUMWAMI Raphaël	Inspecteur provincial de l'Enseignement de base	Education	
6. NZOYTHIKI Jean Baptiste	Chargé de la planification à la Direction Provinciale de l'Enseignement	Education	
7. RUNYONGA Téléosphor	Le Médecin Directeur de la Province Sanitaire de Gitega	Santé	
8. TWAIRWA Jean Claude	Représentant du CPLS Gitega	Santé	
9. NYABENDA Daniel	Chef de Service Elevage à la DPAE	Elevage	
10. KANANI Félix	Inspecteur provincial des forêts	Forêts	
11. GATORE Gloriose	Coordinatrice du CDF	Action sociale et réinsertion	
12. BURIKUKIYE Charles	Coordonnateur Provincial des Régies Communales de l'Eau	Approvisionnement en eau potable et énergie	
13. HAKIZIMANA Pierre Claver	Conseiller à la Cour d'Appel de Gitega/Ancien Président du Tribunal de Grande Instance de Gitega	Justice	
14. NDUWAYO Joas	Représentant de la Ligue Iteka	Justice	
15. INTINHAZWE Jean Bosco	Inspecteur Provincial des Finances communales	Institutions financières	

16. NKESHIMANA Innocent	Chef régional du commerce intérieur	Commerce	
17. NDABAKENGA Daniel	Directeur de l'habitat rural	Habitat	
18. HATUNGIMANA Dieudonné	Coordonnateur provincial des métiers	Tourisme et hôtellerie	
19. NTADOHOKA Patrice	Ancien Conseiller Economique du Gouverneur de Gitega	Industrie	
20. NYARWENDA Pierre	Conseiller à la Direction Générale de l'Artisanat	Artisanat	
21. NIMUBONA Claude	Antenne Provinciale du Plan à Gitega	Tous les secteurs	
22. GITUNATI Josée	Administrateur de la Commune BUCENDANA	Monographie communale de Bugendana	
23. HAVYARIMANA Michel	Administrateur de la Commune MUTAHO	Monographie communale de MUTAHO	
24. NZEYIMANA Evariste	Administrateur de la Commune ITABA	Monographie communale de Itaba	
25. RUSURIYE Adèle	Administrateur de la Commune NYARUSANGE	Monographie communale de Nyarusange	
26. SINZINKAYO Venant	Administrateur de la Commune GISHUBI	Monographie communale de Gishubi	
27. BAMPORUBUSA Benjamin	Administrateur de la commune BUKIRASAZI	Monographie communale de Bukirasazi	
28. NIMBONA Venant	Administrateur de la commune MAKEBUKO	Monographie communale de Makebuko	
29. NTAKARUTIMANA Fidès	Administrateur de la Commune BURAZA	Monographie communale de Buraza	
30. NGABIRANO Prosper	Administrateur de la Commune RYANSORO	Monographie communale de Ryansoro	
31. HABONIMANA Gaudiose	Administrateur de la commune GIHETA	Monographie communale de Giheta	
32. NAHIMANA Valentin	Administrateur de la commune GITEGA	Monographie communale de Gitega	